

Au sommaire de ce numéro

L'activité militante communiste au temps du coronavirus	1
Le coronavirus et la mondialisation	7
Guerre et chaos en Syrie : l'impérialisme à la manœuvre	13
Haïti : la population sous la menace d'une dictature des gangs armés au profit des classes dominantes	17
Comment le grand capital échappe toujours plus à l'impôt	25
Annexe / Les élections municipales Communiqué du 15 mars	33
Les résultats de Lutte ouvrière	34

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15€
- DOM-TOM, par avion 17€
- Europe 20€
- Monde 24€

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32€
- DOM-TOM, par avion 37€
- Europe (lettre prioritaire) 45€
- Monde (lettre prioritaire) 58€

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



L'activité militante communiste au temps du coronavirus

Bien sûr, l'apparition d'un nouveau virus et la pandémie qu'il entraîne posent un problème nouveau aux scientifiques et, par là même, à toute la société, à tout le genre humain. Mais l'histoire de l'humanité est jalonnée de problèmes de ce type. Pas seulement pour cette raison fondamentale que les multiples formes de virus ou de bactéries font partie du même monde du vivant, pour le bien du corps humain pour les uns, pour le mal pour les autres, et que l'ensemble des êtres vivants interagissent entre eux depuis le début des temps. Mais aussi parce que la collectivité humaine a connu une multitude d'épidémies, depuis la révolution néolithique en particulier.

LES HOMMES ET LEUR ENVIRONNEMENT

Depuis l'émergence d'Homo sapiens, les hommes, partie intégrante du vivant, sont engagés dans un combat pour arracher leur subsistance à la nature. Comme simple prédateur au temps des chasseurs-cueilleurs puis en acquérant une maîtrise croissante sur cette nature avec l'invention de l'agriculture, l'émergence des villes, la division de plus en plus complexe du travail social. C'est en transformant la nature par son activité productive que l'homme se transformait lui-même. C'est même dans ce processus que réside l'homínisation.

Bien avant que les scientifiques parviennent à notre degré de connaissance pour comprendre et éclairer cette évolution, les fondateurs de la vision marxiste de l'évolution de la société expliquaient que le combat des hommes contre la nature pour survivre et se procurer leur subsistance était, en dernier ressort, la base de toute évolution humaine.

Dans un texte au titre évocateur, *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme* (1876), Engels expliquait : « *Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, le climat de son habitat, voire les plantes et les animaux, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre.* »

Il faut souligner qu'à l'époque où ce texte a été écrit, la science évaluait l'histoire de l'homme à quelques centaines de milliers d'années. Alors que, en quelques années, la recherche scientifique d'aujourd'hui a permis d'allonger cette histoire de deux millions à quelque cinq, voire sept millions d'années.

Pour ne prendre que l'histoire écrite, consécutive donc à l'invention de l'écriture, liée là encore à la révolution néolithique et à la constitution des premières grandes concentrations humaines qu'étaient les villes, les hommes ont été

confrontés à des épidémies, de la peste au choléra, et à leurs conséquences sur l'économie mondiale.

L'épidémie de peste la plus meurtrière qu'ait connue le monde est partie d'Asie centrale et s'est répandue en Chine et en Inde, en suivant les routes commerciales. Elle a atteint l'Europe vers 1340 et s'est répandue partout sur le continent. En l'espace de quatre ans, non seulement elle a entraîné la mort de plus du tiers de la population européenne, mais elle a pesé sur l'histoire de ce continent, sur sa démographie et, partant, sur sa force productive. Il est significatif que les ravages de la Grande Peste ont été tels que la population de la France, aux alentours de vingt millions sous Philippe le Bel, n'est revenue au même niveau que plus de quatre cents ans après, quelques décennies avant la révolution de 1789 !

Pendant des siècles, l'homme a été confronté aux catastrophes engendrées par ces épidémies sans en comprendre les causes.

Avant le 19^e siècle, l'humanité, effrayée et impuissante, en était réduite à inventer une multitude de causes surnaturelles, à invoquer dieu et diable, à verser dans le mysticisme et la contrition.

Il y a plus d'un siècle, Pasteur et Koch ont commencé à mettre en évidence le rôle des microbes et de leur transmission. La maîtrise scientifique des hommes s'est accrue considérablement depuis.

PAS D'UNION NATIONALE !

Mais le combat contre les épidémies, l'être humain, être social, le mène dans le cadre de l'organisation sociale qui est la sienne au moment où l'épidémie survient. Contre l'épidémie actuelle, ce combat est mené à la façon et avec les limites que lui impose l'organisation actuelle de la société, c'est-à-dire le capitalisme et le règne de la bourgeoisie. Ce combat, cette « guerre contre le virus », comme le déclamaient Macron avec emphase, n'annihile évidemment pas les lois du capitalisme, les lois de la valeur et du profit. Il leur donne un éclairage cru. Il ne suspend pas la lutte des classes, il tente de la dissimuler avec des mots de circonstance.

Nous ne reviendrons pas ici sur les différentes conséquences pour les travailleurs des mesures prises par ceux qui dirigent la société. Notre hebdomadaire *Lutte ouvrière* et les éditoriaux comme les échos de nos bulletins d'entreprise sont remplis de dénonciations des multiples aspects antiouvriers de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire.

Nous nous garderons de faire de la politique-fiction sur la façon dont une société débarassée du pouvoir de la bourgeoisie, de l'exploitation et de la loi du profit, pourrait faire face à une pandémie engendrée par un virus jusqu'alors inconnu.

Nous voulons seulement parler ici des tâches que de telles périodes imposent aux militants communistes révolutionnaires et de l'éclairage qu'ils doivent y donner aux travailleurs conscients.

À commencer par le rejet de toute forme d'union nationale. Il ne s'agit pas seulement de mettre en cause la gestion du gouvernement actuel – et il ne s'agit surtout pas de le faire en association avec des partis bourgeois qui, tous, ont leur part de responsabilité dans la continuité de la politique bourgeoise, dans le passé comme pour le futur. Il s'agit de montrer que ceux qui critiquent cette gestion sans combattre la domination de classe qui l'inspire en obscurcissent la compréhension. Ils dévoient le sentiment de colère en train d'émerger parmi celles et ceux qui continuent à faire fonctionner la vie économique et sociale en risquant la contagion, des soignants aux éboueurs, des ouvriers des usines qui continuent à tourner aux caissières des supermarchés.

Les communistes révolutionnaires se doivent de participer à tous les combats des travailleurs qui défendent leur peau en réclamant des mesures de protection, et de les impulser lorsqu'ils sont en situation de le faire.

Les travailleurs même les moins politisés perçoivent dans leur corps l'infamie sociale qui consiste à vouloir maintenir les salariés dans l'activité économique sans leur donner les moyens de se protéger contre le coronavirus. Ils ressentent la contradiction entre les discours mielleux des serviteurs de la bourgeoisie et la réalité des manques criants en matière de sécurité sanitaire, à commencer par les masques, les gants, le gel hydroalcoolique. Ils constatent aussi à quel point le système hospitalier paye aujourd'hui les années de

coupes budgétaires, de course à la rentabilité, de mainmise de la finance sur les hôpitaux, de réduction du personnel. Les combats du personnel des Ehpad comme des hôpitaux ne sont pas anciens au point que l'on oublie l'arrogance des gouvernements, celui-ci comme ceux qui l'ont précédé, à refuser ce que les travailleurs de ces secteurs réclamaient. L'actualité montre de façon dramatique que ceux qui protestaient représentaient infiniment plus l'intérêt de la collectivité que les dirigeants imbus de leur pouvoir, à plat ventre devant la grande bourgeoisie et obéissant aux lois du fonctionnement du capitalisme.

Le vocabulaire employé par ceux qui gouvernent dans la « guerre contre le virus » est aussi mensonger que les proclamations patriotiques de leurs prédécesseurs pour justifier les guerres impérialistes !

Ce décalage entre les mensonges officiels, les appels au sacrifice, et la réalité de la vie de tous ceux qui soignent, produisent, transportent, pousse à de multiples réactions spontanées. Qu'elles s'emparent du droit de retrait ; qu'elles s'expriment par l'accroissement des congés maladie ; qu'elles se traduisent par des protestations contre l'obligation de produire ou de transporter des marchandises inutiles pour la vie sociale : elles expriment un même refus.

Si le travailleur conscient doit participer aux initiatives spontanées exprimant ce refus, et si possible les impulser, il doit en même temps éclairer ses sœurs et frères de classe sur les causes sociales qui engendrent cette situation. Il ne faut pas qu'il dissocie le combat quotidien pour se défendre de la propagande et de l'agitation pour le renversement du capitalisme.

Il est, par exemple, nécessaire de s'opposer au fait que des travailleurs soient envoyés



Banderole accrochée aux grilles de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière au début de la grève des urgences, en avril 2019.



À Cholet le personnel des hôpitaux manifeste en novembre 2019.

risquer leur santé, et pour certains leur vie, pour produire des marchandises non essentielles. Il est nécessaire de s'opposer à ce que Peugeot et Renault, qui ont arrêté leurs chaînes de production, puissent les remettre en route simplement pour avoir un train d'avance par rapport à leurs concurrents. Comme il est nécessaire de dénoncer le fait que continuent à tourner les chaînes produisant des articles de luxe, des marchandises dont on peut se passer un temps, voire des engins de guerre.

Ceux qui considèrent l'économie capitaliste comme seule concevable ont cependant vite fait de mettre en avant que les pièces de rechange que continue à produire l'usine PSA de Vesoul sont utiles aussi pour les ambulances ou pour les camions qui transportent des produits alimentaires indispensables ! Ils ont vite fait de justifier le fonctionnement d'usines qui, en fabriquant des cartons, le font aussi bien pour emballer des produits pharmaceutiques que des articles inutiles dont la vie sociale peut se passer. Comme ils justifient même le fonctionnement d'usines qui construisent des hélicoptères par leur utilisation dans le secours civil et pour le transport d'un hôpital à un autre de malades en réanimation.

Pour justifier les profits de ses actionnaires, parmi lesquels, à côté de quelques grandes familles bourgeoises, il y a la banque BNP et la société d'investissement BlackRock, le géant de la chimie Solvay évoque la fabrication par une filiale d'emballages médicaux par ses usines ou celle de canules en plastique indispensables en réanimation.

Un trust comme PSA, qui a dû momentanément reculer devant l'indignation soulevée par son projet de remettre en marche une de ses usines fabriquant des boîtes de vitesses, annonçant ainsi sa volonté de



HUMANITÉ



LAREP.FR

Des travailleurs d'Amazon ont débrayé au nom de leur droit de retrait, jugeant les mesures de prévention insuffisantes, le 18 mars à Saran, dans le Loiret.

reprandre la production dans ses usines, a trouvé la parade en proposant de fabriquer, en association avec Air Liquide, des respirateurs qui manquent cruellement.

Tous ces gens-là peuvent d'autant plus facilement trouver des prétextes pour justifier ce qui n'est pourtant qu'un aspect de leur course au profit, qu'il est artificiel de dissocier les différents aspects du fonctionnement de l'économie. L'économie forme un tout.

Il ne faut pas en rester à déséquer ce qui est nécessaire, ce qui ne l'est pas vraiment et ce qui est nuisible. Tout dépend de qui décide de cette nécessité.

Tant que c'est la bourgeoisie et ses laquais politiques qui en décident, le profit des actionnaires sera une nécessité économique, alors qu'un salaire correct pour les travailleurs qui suent ce profit sera du superflu !

TRANSFORMER LES RAPPORTS DE CLASSE

Le problème est de savoir qui domine l'économie. La minorité exploiteuse, la bourgeoisie, qui domine l'ensemble de l'économie et qui fait ces choix-là, ou la majorité exploitée ? Dans une période de montée révolutionnaire, cette idée se résume par



Fermeture ou ouverture partielle en « drive sans contact », pour une gamme réduite de « produits essentiels », avec moins de personnel... Pour accompagner les clients, vraiment ? Ou surtout les actionnaires ? Seuls les travailleurs peuvent contrôler.

l'objectif transitoire du contrôle ouvrier sur la production.

Il est possible d'imposer à la bourgeoisie des aménagements favorables aux travailleurs lorsque les rapports de force le permettent. Mais lui demander de diriger l'économie en fonction des intérêts de la majorité exploitée, ou même « l'exiger », c'est exiger d'un bouc qu'il donne du lait.

La distinction entre ce qui est nécessaire et ce qui est superflu ou nuisible n'a de sens que sur la base des intérêts de classe. Même en temps ordinaire, l'économie capitaliste, qui n'est pas capable de nourrir et de loger correctement la majorité de la population de cette planète, gaspille une part colossale des forces productives à fabriquer des avions et des bombes pour empêcher ceux qui ont faim de se révolter.

Si on veut y mettre fin, il faut arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie et transformer les rapports de classe de fond en

comble. La guerre en cours n'est pas seulement menée contre le coronavirus. Du côté de la classe dominante, elle est surtout menée contre la classe ouvrière et plus généralement contre ceux qui contestent la domination des intérêts privés sur l'intérêt collectif, c'est-à-dire le capitalisme. Alors, la question fondamentale qui se pose, en ce temps d'épidémie comme avant et après, c'est : eux ou nous ?

Et, dans une période où une partie importante de la population se pose des questions, notre tâche première est de lui donner des réponses en marxistes, en révolutionnaires.

Le confinement, malgré tous ses inconvénients concernant l'activité militante sur le terrain, a un avantage : il offre du temps pour se cultiver, s'éduquer, se familiariser de plus en plus avec les idées communistes révolutionnaires. Dans le passé, la relégation ou la prison ont souvent été pour des militants ouvriers une occasion de lire et de compléter leur culture et

leur formation. Et les conditions de l'enfermement dû au coronavirus sont tout de même plus supportables que la relégation. En outre, il existe aujourd'hui une multitude de moyens techniques pour rester en contact, pour s'entraider et resserrer les liens. La volonté de se cultiver a toujours été pour des militants ouvriers un moyen de s'émanciper des conséquences de l'exploitation quotidienne. Le temps de confinement est une bonne occasion de le faire, y compris collectivement.

Et le confinement est un moyen de se donner des armes supplémentaires pour continuer le combat, pour le rendre plus efficace une fois l'épidémie jugulée. Même lorsque le virus sera vaincu, il restera la crise dans laquelle s'enfonce de plus en plus le système capitaliste. Et cette crise-là risque d'être aussi grave que le coronavirus voire bien plus grave pour les exploités. Une fois de plus, la classe capitaliste cherchera à faire payer par les exploités les

moyens qu'elle se donnera pour tenter de surmonter la crise. Le combat séculaire pour la révolution sociale continue.

Le texte cité plus haut, dans lequel Engels résume, à la lumière du matérialisme historique, sa vision de l'évolution qui a conduit de l'ancêtre animal à l'être humain, se conclut par une évocation de l'avenir: «*Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement, un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, un grand krach. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il décrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrées par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du reste du monde animal, au point de vue social, de la même façon que la production en général les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque*



INFO24ANDROID.COM

Discuter est à portée de main.



LDC

Confiné ou pas, il y a moyen de faire circuler nos idées.

de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux, toutes les branches de leur activité, notamment les sciences de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui l'aura précédée.»

Le texte porte la marque de l'époque où il fut écrit. Mais l'avenir qu'il évoque est toujours l'objectif ultime de celles et ceux qui se revendiquent du communisme révolutionnaire.

2 avril 2020



**La Chine envoie
des masques en Italie**

Le coronavirus et la mondialisation

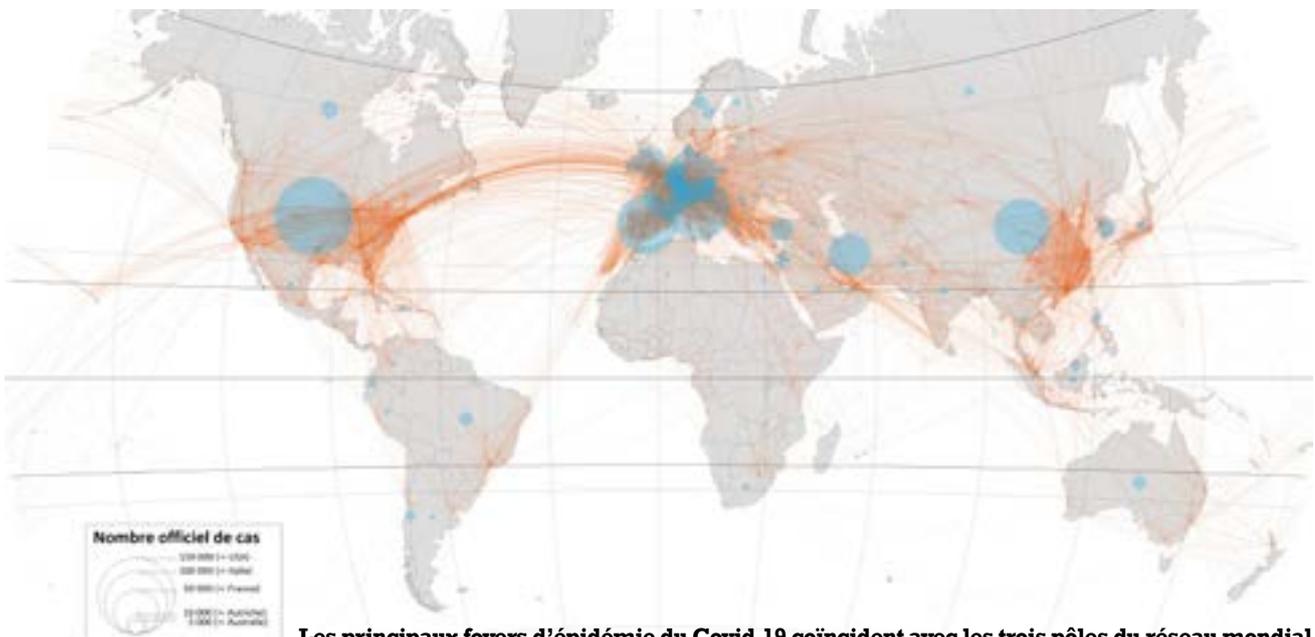
Si la pandémie de coronavirus 2019 (ou Covid-19) n'est pas la première à laquelle doit faire face l'humanité, la rapidité avec laquelle ce virus, parti de Chine, s'est diffusé dans le monde entier a battu tous les records. S'accrochant à l'un des 130 passagers qui prenaient l'avion chaque seconde quelque part dans le monde avant la crise, le virus aura atteint toutes les régions du globe en moins de trois mois. La carte des foyers d'infection et celle des vols aériens intercontinentaux se recouvrent parfaitement.

Le choc économique provoqué par le confinement, l'arrêt des usines, la fermeture des frontières, d'abord en Chine puis dans l'ensemble du monde, a rendu concret le degré atteint par la mondialisation de l'économie et l'interdépendance entre les pays. Partout des usines se sont arrêtées faute de pièces en provenance de Chine puis d'ailleurs. Cette crise a mis en lumière le fait que 80 % des principes actifs des médicaments produits en Europe sont

fabriqués en Inde ou en Chine, contre 20 % dans les années 1990. Ou que 60 % du paracétamol et 90 % de la pénicilline mondiaux sont produits en Chine. Du fait de la généralisation du flux tendu et de la forte réduction des stocks depuis des années, la fermeture des frontières a provoqué des ruptures d'approvisionnement dans de nombreux domaines.

En France, les coupes budgétaires accumulées dans la santé publique et le choix poli-

tique fait en 2013 de renoncer à maintenir un stock stratégique expliquent la pénurie initiale de masques, de tests de dépistage ou de respirateurs. Cette pénurie a été aggravée parce qu'aucun plan de production n'a été déclenché en urgence dès le début de la pandémie et plus encore par la dispersion de la chaîne de production de tous ces matériels entre plusieurs pays après des rachats, des fermetures et des délocalisations d'usines.



Les principaux foyers d'épidémie du Covid-19 coïncident avec les trois pôles du réseau mondial de transport aérien, Amérique du Nord, Europe et Asie orientale (source : Johns Hopkins University, 3 avril 2020).



Une usine pharmaceutique Ranbaxy, sous-traitant pour de grands laboratoires internationaux, dans le Penjab, en Inde.

Les bouteilles d'oxygène utilisées pour faire fonctionner certains appareils de réanimation étaient fabriquées en Auvergne chez Luxfer jusqu'à son rachat en 2018 par une société britannique qui a fermé l'usine. Elles sont maintenant importées de Grande-Bretagne ou de Turquie. La production des tests de dépistage, dont l'application systématique pourrait enrayer l'expansion de la maladie et accélérer la fin du confinement, est retardée par l'éclatement de la chaîne de production. Le gouvernement prétend lancer un dépistage massif mais il a laissé une brochette d'entreprises privées concurrentes, de PME diverses jusqu'au géant BioMérieux, développer et commercialiser leurs propres tests. Plutôt que de centraliser les compétences et les ressources, à l'échelle ne serait-ce que de l'Europe, des entreprises privées se livrent une concurrence acharnée. Les principes actifs de ces tests, leurs composants ou leurs consommables viennent du monde entier. Le confinement mondial ralentit la production et certains États, comme

les États-Unis, bloquent leur exportation par protectionnisme, pour préserver leurs propres entreprises.

La diffusion du Covid-19, comme son apparition, a été accélérée par la mondialisation de l'économie, mais la lutte contre le virus se mène à l'échelle la plus étroitement nationale. Au sein même de l'Union européenne (UE), construite comme une zone de libre-échange économique, supposée être un espace de liberté et de coopération, la crise a révélé l'égoïsme national le plus étroit. Début mars, quand la pandémie a atteint l'Europe, le premier réflexe des gouvernements français et allemand a été d'interdire par décret l'exportation au sein même de l'UE du matériel de protection dont ils disposaient. L'Italie a reçu plus d'aide de la Chine, voire de Cuba, que de la France ou de l'Allemagne.

Cette pandémie sert de révélateur des défaillances de l'organisation économique et sociale en place. Les témoignages émouvants des soignants confrontés à la pénurie

de matériels rendent concrète à des millions de gens l'absurdité d'une organisation économique qui fait produire en Chine des masques que des usines produisaient en Europe il n'y a pas si longtemps. Ces interrogations et ces remises en cause de la mondialisation capitaliste sont traduites politiquement par divers courants. Des militants syndicaux, écologistes ou altermondialistes, opposants de longue date à la mondialisation, aux dirigeants politiques chargés de la défense à court terme des intérêts de leurs groupes capitalistes, en passant par des économistes inquiets de la dépendance à l'économie chinoise, tous appellent à changer de modèle. Mais de quel modèle parlent-ils ?

CONCURRENCE, ANARCHIE ET LOI DU PROFIT

Si les dirigeants d'Apple font appel à quelque 200 fournisseurs situés dans 43 pays répartis sur cinq continents, s'ils font assembler l'iPhone en Chine avant de le vendre partout sur la planète, c'est pour profiter

des bas salaires des travailleurs chinois, de la baisse des coûts du transport et du développement des communications qui caractérisent les trois dernières décennies de la mondialisation. Leur moteur principal, c'est la recherche du profit maximum. À chaque étape, ils ont recherché les coûts de production les plus bas, profitant à fond du développement inégal entre les pays, des accords commerciaux signés entre États, des législations sociales, fiscales ou environnementales les plus permissives.

L'industrie pharmaceutique obéit à la même logique folle. La plupart des grands laboratoires, ceux qu'on nomme les Big Pharmas, Merck, Novartis Johnson & Johnson se sont progressivement débarrassés de la production primaire, celle des principes actifs des médicaments, pour les faire produire au moindre coût en Inde ou en Chine. La production secondaire, celle qui consiste à ajouter des excipients et à fabriquer des gélules ou des comprimés, est confiée à des sous-traitants, des façonniers comme Famar, Delpharm ou autres. Ces façonniers, qui travaillent pour plusieurs laboratoires pharmaceutiques, sont régulièrement rachetés puis revendus par des fonds d'investissement ou des affairistes qui passent d'une chaîne de supermarchés à la pharmacie. Comme dans toute l'industrie, leurs installations sont vieillissantes faute d'investissements productifs. Leurs propriétaires n'hésitent pas à fermer des usines utiles.

L'usine Famar de Saint-Genis-Laval dans la banlieue lyonnaise, avec 250 travailleurs qui produisent de la Nivaquine pour Sanofi, un traitement contre le paludisme fabriqué à partir de la chloroquine et de l'azithromycine, un antibiotique prescrit contre des affections des voies respiratoires, était promise à la fermeture

avant l'été 2020. Sanofi fait produire la Nivaquine en Inde et envisageait d'abandonner sa production sous prétexte que ce médicament est en perte de vitesse. Les recherches et les annonces médiatisées de Didier Raoult autour de l'utilisation de ces traitements pour combattre le coronavirus pourraient changer la donne. Bruno Le Maire a invoqué la souveraineté nationale pour demander aux dirigeants de Sanofi de bien vouloir conserver dans cette usine la production de chloroquine. S'ils le font, ce ne sera évidemment pas au nom de la souveraineté nationale mais parce qu'il y a beaucoup d'argent à faire et en échange de nouvelles subventions et autres crédits pour la recherche.

Tout cela mis bout à bout, la sous-traitance, la concentration dans quelques usines de la production mondiale de certains principes actifs, le flux tendu et l'absence de stocks introduisent régulièrement, même en dehors d'une période de pandémie, des ruptures d'approvisionnement de médicaments. En dix ans, le nombre de ruptures a été multiplié par 20. En 2018, 870 médicaments ou vaccins se sont retrouvés en rupture de stock, parmi lesquels des traitements d'intérêt thérapeutique majeur, indispensables aux malades et non remplaçables. Aux aléas provoqués par une production mondialisée, il faut ajouter le choix fait par les grands laboratoires pharmaceutiques d'arrêter volontairement la production de médicaments ou de vaccins utiles mais qu'ils ne jugent pas assez rentables. C'est la propriété privée des entreprises, la recherche permanente du profit, la concurrence acharnée entre groupes rivaux et l'absence de planification qui expliquent ces pénuries accidentelles ou consciemment décidées de médicaments, de vaccins, de matériels, de tests médicaux.

Le capitalisme, c'est l'anarchie de la production. La construction d'un respirateur, par exemple, exige des matières premières, des métaux, des câbles électriques, des tuyaux en plastique produit à partir du pétrole, diverses pièces détachées, sans parler des machines-outils pour les usiner et de l'électricité pour les alimenter. Pour construire un respirateur, il faut disposer de chacun de ces composants, au bon moment, au bon endroit et dans la bonne proportion. Certains composants sont disponibles localement, d'autres doivent nécessairement être importés. Mais tous sont produits par d'autres entreprises privées qui cherchent, chacune dans leur secteur respectif, à vendre le plus possible sur tous les marchés, en espérant arriver avant les autres. D'où les ruptures et les retards dramatiques dans la production. La main invisible du marché, pour reprendre cette expression des défenseurs de l'économie capitaliste, c'est l'égoïsme et l'action individuelle de chaque capitaliste et chaque banquier à la recherche du meilleur coup.

RECENSEMENT ET PLANIFICATION

La pandémie, le confinement et l'arrêt de nombreuses usines dans le monde révèlent l'absurdité de la mondialisation capitaliste. Mais des deux termes, le plus dangereux, celui qui menace l'humanité, c'est le capitalisme plutôt que la mondialisation. Cette crise met en évidence, une fois de plus, la nécessité de planifier et de rationaliser la production de tous les biens indispensables à l'humanité.

La planification n'est pas synonyme de centralisation. Elle nécessite d'abord le recensement ; celui des besoins de chacun, des ressources, des capacités de production. Elle

nécessite d'organiser la production, à l'échelle locale autant que possible, à une échelle plus large continentale ou mondiale selon les domaines, l'état des ressources, en minimisant le travail humain, les déplacements, les prélèvements sur la nature.

L'humanité dispose de tous les instruments de recensement, de prévision, d'organisation, pour mettre en œuvre cette production afin de nourrir, loger, instruire, soigner tous ses membres. Mais ces instruments sont aujourd'hui entre les mains des grands groupes industriels et des banques qui dominent l'économie et des États qui défendent leurs intérêts. Ces instruments leur servent à opprimer, espionner, aggraver l'exploitation des travailleurs tout en se livrant entre eux des guerres féroces et pas seulement commerciales. Ils leur servent à mettre la planète en coupe réglée, à détruire les écosystèmes, à déboiser les forêts primaires au profit de l'agriculture intensive et de l'élevage industriel, ce qui accélère le passage des virus entre les espèces et aggrave leur dangerosité.

Changer de modèle, rompre avec les ravages de la mondialisation capitaliste, nécessite une révolution sociale, pour exproprier les capitalistes et renverser les États à leur service. Pour faire une telle révolution, il faut qu'agisse une force sociale puissante, présente dans le monde entier, ayant tout à gagner à renverser la dictature du capital sur la société. Une telle classe sociale existe, c'est le prolétariat international, ceux dont on découvre aujourd'hui que leur travail est vital pour assurer le fonctionnement quotidien de la société, unis et renforcés numériquement par la division internationale du travail. Il manque à cette classe sociale la conscience de



Une course de vitesse est engagée par un consortium français autour d'Air Liquide pour produire en urgence des respirateurs. Valéo en fait partie. Actualités BFM des 31 mars et 1^{er} avril 2020.

sa force collective, de ses intérêts communs, du fait qu'elle porte l'avenir de la société. Les travailleurs ne doivent certainement pas attendre des États qu'ils tirent des leçons de la pandémie dans un sens favorable aux intérêts collectifs. Et tous ceux qui laissent entendre le contraire se rendent complices des attaques qui se préparent.

LES ÉTATS AU SERVICE DES CAPITALISTES

Une tribune intitulée « Plus jamais ça, préparons le jour d'après »¹, cosignée notamment par Philippe Martinez de la CGT, Cécile Duflot d'Oxfam ou Aurélie Trouvé d'Attac, dénonce « le néolibéralisme qui a réduit à peau de chagrin la capa-

cité de nos États à répondre à des crises comme celle du Covid ». Elle réclame « la relocalisation des activités, dans l'industrie, dans l'agriculture et les services [pour] permettre d'instaurer une meilleure autonomie face aux marchés internationaux, de reprendre le contrôle sur les modes de production et d'enclencher une transition écologique et sociale des activités ».

Toute cette tribune est un appel à l'État pour mettre en œuvre cette politique. Les signataires, qui constatent benoîtement que « trop peu de leçons ont été tirées de la crise économique de 2008 », appellent l'État à « désarmer les marchés financiers en instaurant contrôle des capitaux et interdiction des opérations les plus spéculatives, taxe sur les transactions financières [...] ». Ils appellent

1 Tribune publiée le 27 mars sur francetvinfo.fr

de leurs vœux «*une régulation internationale refondée sur la coopération et la réponse à la crise écologique, dans le cadre d'instances multilatérales et démocratiques*».

Une autre tribune, parue dans *Le Monde* du 22 mars, signée par divers membres d'Attac, enfonce le même clou : «*relocaliser n'est plus une option mais une condition de survie de nos systèmes économiques et sociaux, mais aussi des populations*». Elle appelle à «*faire décroître les flux de capitaux et de marchandises et à réduire la place des secteurs toxiques pour la biosphère (énergies fossiles, chimie et agro-industrie, électronique, etc.)*». Et comme les précédents, les signataires en appellent à la régulation publique, et donc à l'État, pour mettre en œuvre ce programme.

Mais dénoncer la mondialisation libérale sans contester le capitalisme qui l'a exacerbée jusqu'à l'absurde est une impasse. Réclamer une relocalisation de la production en s'adressant aux États nationaux ou à des instances internationales de régulation hypothétiques, c'est livrer pieds et poings liés les travailleurs et les classes populaires de chaque pays à une classe capitaliste avide de profits, liée de mille façons à un appareil d'État conçu pour défendre ses intérêts.

Il en ira de la crise du Covid-19 comme de la crise financière de 2008 et de toutes les précédentes : les gouvernements et les États mettront en œuvre des plans d'action massifs pour sauver en urgence les intérêts immédiats des capitalistes et des financiers. Les lignes de crédit quasiment illimitées que les banques centrales et les gouvernements de tous les pays riches ont ouvertes sans retard ni délai en attestent. Pas plus en 2020 qu'en 2008, les banques et les grandes entreprises n'utiliseront ces facilités de crédit pour réaliser des

investissements productifs ou prêter à bas taux aux PME ou aux artisans. Au contraire ! De grandes entreprises, Vinci, le Printemps ou la MMA, viennent d'être épinglées par Le Maire, pourtant aux petits soins pour elles, car elles retardent volontairement le paiement de leurs fournisseurs pour accumuler du cash, alors même qu'elles peuvent emprunter sans limite. Mi-mars *Le Canard enchaîné* a dévoilé comment Bernard Arnault, deuxième fortune mondiale, a profité de la chute des actions de son groupe LVMH pour les racheter à bas prix, arrondissant un peu plus sa fortune. Le PDG du groupe hôtelier Accor, dont les activités sont à l'arrêt, et plusieurs de ses fondateurs et administrateurs ont fait la même chose. Derrière tous ces grands groupes internationaux, il y a des bourgeois en chair et en os. Pour ces profiteurs de guerre, cette crise sanitaire, comme toutes les crises ou les guerres, est une immense opportunité de s'enrichir un peu plus. Cette crise permettra aux gros de manger les petits et au capital de se concentrer un peu plus.

Quant aux gouvernements, ils adapteront leur politique économique pour faire face aux nouveaux rapports de force entre pays, entre groupes capitalistes des divers secteurs, et à l'état de l'économie mondiale telle qu'elle sortira de cette crise. Si celle-ci, comme il est probable, accélère les tendances au protectionnisme en route depuis plusieurs années et symbolisées par les droits de douane et les restrictions aux importations instaurés par Trump depuis 2018, tous les gouvernements suivront. Ils prendront les uns après les autres des mesures protectionnistes et pousseront à relocaliser la production. Mais la relocalisation qu'ils encourageront ne sera pas moins nocive pour les classes populaires, les travailleurs et l'environnement

que la mondialisation actuelle. Les capitalistes continueront à produire ce qu'ils estimeront stratégique pour leurs intérêts et ne produiront pas plus qu'aujourd'hui des biens vitaux pour les classes populaires, des logements, des moyens de transport ou autres.

EN GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le 16 mars, dans son allocution télévisée, Macron déclarait : «*Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour.*» Dès le 28 février, Bruno Le Maire, son ministre de l'Économie qui met tout son poids pour obliger les travailleurs à aller se faire exploiter malgré le confinement, promettait que «*le premier chantier de l'après-crise sera de réorganiser l'échelle de production secteur par secteur [...] pour gagner en souveraineté économique*». Il ajoutait : «*La relocalisation de certaines productions stratégiques doit être engagée et elle sera engagée.*» Parmi les secteurs prioritaires, il citait la défense, l'alimentation, la santé, l'énergie et les transports. Dans la bouche de Le Maire, si relocalisation il y a, elle visera à sécuriser les approvisionnements en matières premières, en pièces détachées et en composants divers pour Dassault, Danone, Sanofi, Total, Engie et Cie. Le gouvernement encouragera peut-être la relocalisation de la production des principes actifs des médicaments. Mais pour y parvenir, il baissera un peu plus les impôts et les cotisations sociales de ces entreprises au nom de la compétitivité. Aux travailleurs, il imposera de nouveaux sacrifices au nom de la souveraineté nationale.

Sous prétexte de guerre sa-

nitaire contre le coronavirus, c'est aux travailleurs que gouvernement et patronat mènent la guerre. Les soignants, le personnel hospitalier, celui des Ehpad, les auxiliaires de vie, les livreurs, les chauffeurs routiers, les caissières, les agents du nettoyage ou de la sécurité, les éboueurs sont envoyés au front sans protection. Mais les industriels, dans tous les secteurs non vitaux, sont à la manœuvre pour remettre en route au plus vite leurs installations, affichant ainsi leur mépris pour la santé et la vie des travailleurs. Dassault, Airbus, PSA et les autres imposent à leurs salariés et à tous les sous-traitants de venir assembler des avions ou des voitures malgré le confinement, alors que tout est suspendu, pour être les premiers en position pour inonder le marché dès la reprise. Ils se mettent en ordre de bataille pour affronter le marché mondial avec la peau des travailleurs.

Ce qui se passe en période de confinement donne un aperçu de ce qui se passera au redémarrage de l'économie. Les violentes attaques contre les travailleurs, interdiction de la grève le temps du confinement au Portugal, légalisation des semaines de travail de 60 heures et congés forcés en France, montrent clairement à qui les gouvernements ont déclaré la guerre. S'ils se laissent faire, les travailleurs, contraints aujourd'hui de risquer leur vie pour produire coûte que coûte, paieront doublement la facture de la crise. Ils paieront les centaines de milliards prêtés ou donnés aux capitalistes par de nouvelles coupes claires dans les services utiles à la population. Ils paieront la guerre économique, la défense de la souveraineté nationale par des salaires amputés, des jours de congé supprimés, des semaines de travail rallongées. Pour sauver leurs conditions d'existence, ils doivent refuser toute

union nationale et se défendre dès maintenant.

La crise du Covid-19 et le confinement forcé de l'humanité vont pousser des travailleurs, des jeunes, à s'interroger sur le fonctionnement de la société. Il faut militer pour que cette nouvelle génération ne trouve pas le repli national et le souverainisme comme seule réponse à ses interrogations et à sa révolte. Qu'il soit ouvertement au service des capitalistes, comme celui incarné par Macron et Le Maire, qu'il pue la xénophobie comme celui de Le Pen et Asselineau, ou qu'il s'affirme écologiste, social et progressiste, comme celui de Martinez et Duflot, le souverainisme est une impasse. Il faut permettre à cette nouvelle génération de renouer avec les perspectives défendues par le mouvement socialiste puis communiste, la nécessité partout sur la planète d'exproprier la bourgeoisie et de détruire son État.

31 mars 2020



Guerre et chaos en Syrie: L'impérialisme à la manœuvre

«Posez les armes, faites taire les canons, mettez fin aux frappes aériennes», déclarait le 23 mars le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, exhortations aussi vaines que dérisoires venant d'un tenant de l'impérialisme. En Syrie, la guerre, qui a débuté il y a maintenant neuf ans, continue de faire rage dans la région d'Idlib, située au nord-ouest du pays. Trois millions de civils se retrouvent dans cette province où des dizaines d'hôpitaux ont été mis hors service par les combats et les bombardements, où l'accès à l'eau potable est limité, et où plus d'un million de personnes ont été déplacées. S'ajoute désormais à ce chaos le danger de la propagation de l'épidémie du coronavirus, qui pourrait faire des ravages, en particulier dans les camps de réfugiés.

Idlib est le dernier épisode d'une guerre opposant le régime de Bachar el-Assad, soutenu par la Russie, à une multitude de milices armées, de groupes djihadistes financés directement ou indirectement par les pays impérialistes ou les puissances régionales qui leur sont alliées, Arabie saoudite, Qatar et Turquie.

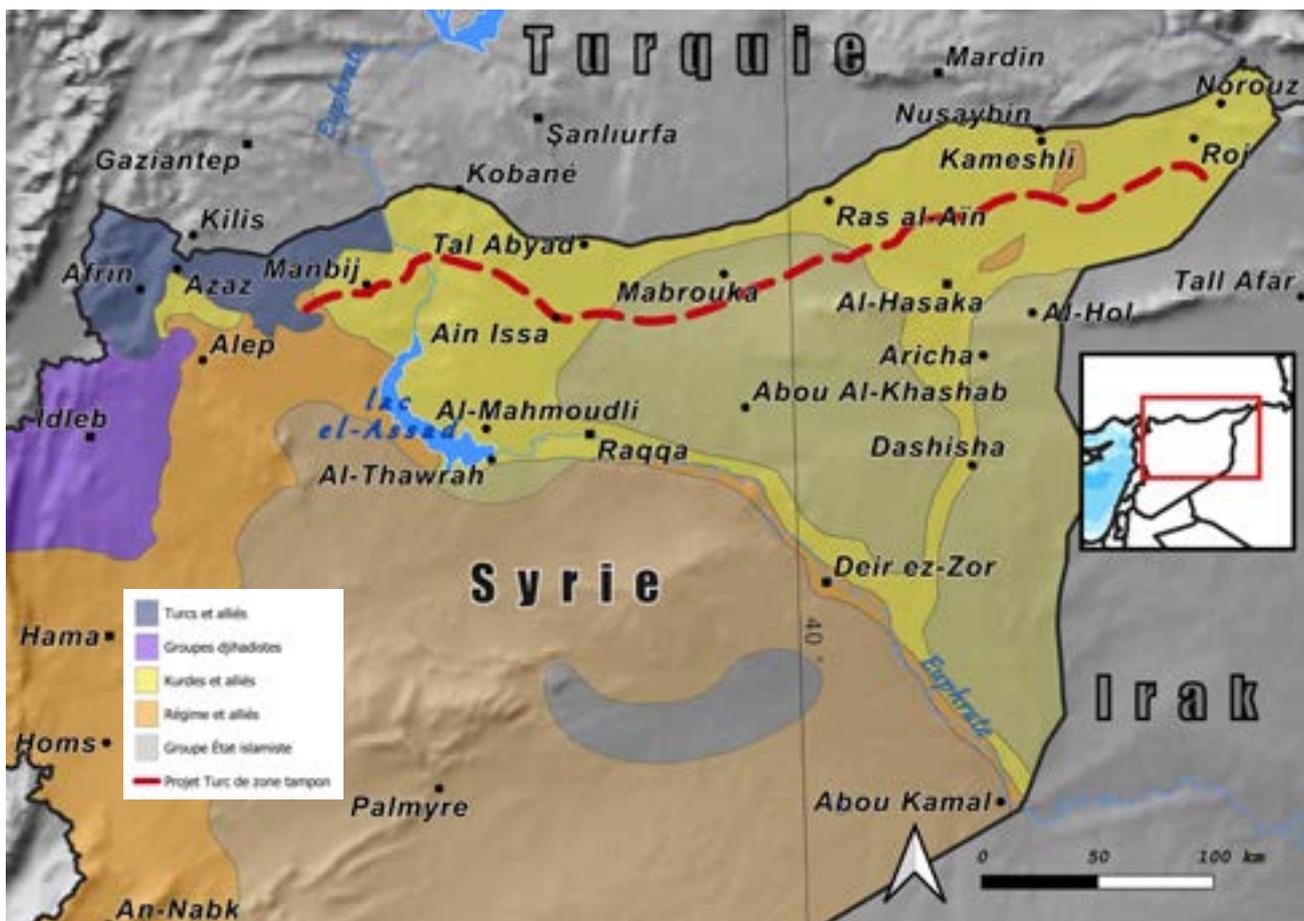
DEPUIS 2011, L'IMPÉRIALISME AGIT EN COULISSE EN SYRIE

Au début du conflit, comme par la suite, l'impérialisme américain se garda bien d'intervenir directement en Syrie par crainte de l'enlisement, échaudé par les années de guerre et d'occupation qui avaient suivi le déclenchement de la guerre en Irak en 2003. Mais il le fit en coulisse, en s'appuyant sur les puissances régionales ou sur d'autres forces, toutes plus réactionnaires les unes que les autres. Dès mars 2011, les dirigeants impérialistes cherchèrent à profiter du mouve-

ment de contestation du régime de Bachar el-Assad pour asseoir davantage leur domination sur la région. La situation leur offrait la possibilité de se débarrasser d'Assad, jugé peu fiable de leur point de vue, et de le remplacer par un pouvoir qui leur serait totalement inféodé. Ce n'était certes pas la répression féroce des manifestations contre le régime qui les préoccupait. Mais, en Syrie, l'impérialisme américain n'avait pas les mêmes liens qu'en Tunisie ou en Égypte avec les hauts dignitaires de l'État ou de l'armée pour en sortir un homme providentiel. Aucune alternative politique crédible ne se présentant, et l'intervention directe étant écartée, les États-Unis choisirent de s'appuyer sur certaines des forces présentes sur le terrain. Ils financèrent ainsi des milices armées de l'opposition syrienne. La France n'agit pas autrement en soutenant le groupe djihadiste al-Nosra, lié à al-Qaïda, qui « faisait du bon boulot », pour reprendre l'expression utilisée en 2012 par le ministre français des

Affaires étrangères, Laurent Fabius. Pour les dirigeants impérialistes, faire du bon boulot consiste à faire tourner la guerre dans le sens qui les arrange. L'impérialisme joua ainsi les apprentis sorciers en apportant son soutien, direct ou indirect, à de multiples milices rivales qui, toutes, poursuivaient leurs objectifs particuliers. Les exactions de ces milices armées et les manœuvres des puissances régionales qui financèrent certaines d'entre elles ne cessèrent d'aggraver l'instabilité dans la région.

Devant le chaos créé par l'irruption de l'organisation État islamique (EI) en Syrie, puis en Irak, et face à la résistance du régime, à partir de 2015, les États-Unis changèrent leur fusil d'épaule. La coalition formée pour combattre les milices de l'organisation État islamique leur permit de laisser la Russie et l'Iran aider Assad à regagner du terrain. Les États-Unis soutinrent les milices kurdes syriennes, les unités de protection du peuple, YPG, qui combattirent pour reprendre,



En Syrie, positions des différents protagonistes d'une guerre qui ne finit pas (situation en octobre 2019).

au prix de lourdes pertes, le territoire occupé par les djihadistes de l'EI. Condamné en paroles pour ses exactions et ses bombardements, Assad apparaissait finalement comme un moindre mal aux dirigeants américains, à défaut de trouver un interlocuteur plus fiable. Mais il n'était pas question de lui laisser la bride sur le cou.

Une fois les territoires repris à l'organisation État islamique, avec le retour à une situation relativement stable du fait de l'intervention de la Russie, et dans une moindre mesure de l'Iran, les cartes furent rebattues. Certains alliés d'hier, perdant en quelque sorte de leur utilité, redevinrent les ennemis à mettre à genoux. Trump s'en prit ainsi au régime iranien, en rétablissant les sanctions qui avaient été levées en 2015. Quant à Assad, en passe de gagner la guerre grâce au soutien de la Russie, il s'agissait de l'affaiblir afin de diminuer ses

prétentions lors des futures négociations d'après-guerre.

LE FEU VERT DE TRUMP À L'OFFENSIVE DE LA TURQUIE

Depuis le début du conflit, la Turquie, pays frontalier de la Syrie, menait son propre jeu, tout comme l'Arabie saoudite ou le Qatar, sans toutefois aller jusqu'à mécontenter les États-Unis dont elle est l'alliée dans la région, politiquement et en tant que membre de l'OTAN. Erdogan aida les milices de l'organisation EI en les laissant s'entraîner sur son sol et s'infiltrer en Syrie par la frontière séparant les deux pays, tout en s'engageant ensuite dans la coalition occidentale... contre l'EI. Farouchement opposé aux Kurdes de Turquie du PKK, comme à ceux du parti de l'Union démocratique (PYD) syrienne, Erdogan avait un objectif : empêcher à tout prix la réunification du ter-

ritoire autonome kurde syrien constitué en 2013 à la faveur de la guerre civile. Dans ce but, sous couvert de la lutte contre l'EI, la Turquie mena diverses opérations militaires en Syrie dirigées en réalité contre les Kurdes. En 2018, après avoir investi la ville d'Afrin, située dans le nord syrien, près de la frontière turque, l'armée turque parvint à en chasser les combattants des Unités de protection du peuple, YPG, liées au PYD. Et à l'automne 2018, après d'âpres marchandages avec la Russie à Sotchi, Erdogan obtint ce qu'il voulait : empêcher la réunification des zones kurdes syriennes, en échange de quoi il laissait Assad agir au nord-ouest dans la région d'Idlib.

Trump pouvait donc compter sur la Turquie pour affaiblir le régime syrien, un peu, mais pas trop, juste de quoi faire baisser les prétentions d'Assad.

Le 6 octobre 2019, Trump annonçait le rapatriement des



Erdogan et Assad s'affrontent dans la région d'Idlib.

militaires américains déployés au nord-est, dans le Kurdistan syrien. Il s'agissait bien là d'un feu vert donné à la Turquie pour une nouvelle offensive militaire. Il lâchait ainsi les combattants kurdes, qui avaient cru obtenir, en contrepartie de leurs sacrifices durant la guerre contre l'EI, la reconnaissance de l'autonomie du territoire qu'ils occupaient au nord du pays. La décision du président américain suscita des réactions d'hostilité, en particulier des manifestations lors desquelles les Kurdes exprimèrent leur colère d'avoir été trahis. Mais elle fut aussi contestée dans son propre camp, certains la jugeant par trop précipitée. Il est vrai que Trump agit aussi en direction de son électorat à qui il avait promis de « ramener nos soldats à la maison », pour reprendre son expression.

Le 9 octobre, seulement trois jours plus tard, la Turquie lançait l'opération baptisée *Peace Spring* dans le nord de la Syrie, aidée par diverses milices, dont le groupe Hayat Tahrir al-Cham, branche syrienne d'al-Qaïda. Trump fit mine de condamner l'offensive en annonçant des sanctions contre la Turquie, mais ne leva pas le petit doigt pour la stopper. L'armée turque parvint rapidement à contrôler une bande de cent cinquante kilomètres de long et de trente kilomètres de large entre les villes de Tell Abyad et

Ras al-Aïn. Depuis longtemps en effet Erdogan réclamait la création d'une zone tampon le long de la frontière turco-syrienne, d'où seraient expulsés les combattants kurdes et où pourraient être transférés un million de réfugiés syriens.

L'affrontement direct entre la Turquie, soutenue par les milices djihadistes de Hayat Tahrir al-Cham, et le régime syrien, aidé par l'aviation russe, débuta dès lors au nord-ouest, dans la région d'Idlib, dernière poche de résistance au régime syrien.

IDLIB, DERNIÈRE BATAILLE APRÈS NEUF ANNÉES DE GUERRE

La province d'Idlib faisait partie des « zones de désesca-

lade », que Russie, Iran, et Turquie avaient créées durant la réunion à Astana (Kazakhstan) en 2017, les États-Unis n'y participant qu'en tant qu'observateurs. Ils prétendaient ainsi y rétablir une certaine stabilité. La zone de désescalade d'Idlib finit surtout par regrouper toute une partie des djihadistes vaincus dans divers combats sur le territoire syrien. Leurs arrivées successives provoquèrent une concentration de forces djihadistes, rejointes dans cette zone par des centaines de milliers de familles déplacées des zones de combat vers le nord.

En décembre 2019, démarra une nouvelle offensive de l'armée syrienne, soutenue par l'aviation russe, pour conquérir ce dernier bastion regroupant les milices opposées à Assad, en particulier celles de Hayat Tahrir al-Cham alliées à Erdogan. Elle entraîna la fuite de près d'un million d'habitants vers la frontière turque où ils furent refoulés par l'armée d'Erdogan. Ce fut « *le plus grand déplacement de la pire guerre de notre génération* », selon le chef du Conseil norvégien pour les réfugiés, Jan Egeland (*Le Monde*, 13 février 2020). Plus de 400 civils furent tués dans les bombardements, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Puis, début février, des centaines de



Des familles en fuite, confrontées à la violence, au froid et au manque de nourriture (février 2020).

véhicules blindés et de chars turcs passèrent la frontière turco-syrienne. La présence militaire turque fut multipliée par dix. Le 27 février, un raid aérien du régime syrien tua 34 soldats turcs. En représailles, l'armée turque envoya drones et missiles, tuant plus d'une centaine de combattants pro-syriens, dont des miliciens du Hezbollah libanais et d'autres financés par l'Iran. Finalement, le 5 mars dernier, un accord de cessez-le-feu fut signé entre la Russie et la Turquie à Idlib sous la houlette américaine. Mais ce n'est qu'une pause bien fragile dans les combats. Le 11 mars, la Turquie accusait déjà Assad de violer l'accord russo-turc, appelant Poutine à « prendre des mesures » pour y remédier.

L'enchevêtrement d'intérêts concurrents, de forces qui s'opposent, toutes ces divisions aggravent le chaos. L'impérialisme américain continue à les attiser pour mieux régner, toujours sans intervenir directement. Il laisse la Russie soutenir militairement Assad, mais appuie également la Turquie pour qu'elle le combatte. L'important pour l'impérialisme américain est que les forces candidates au pouvoir en Syrie soient suffisamment affaiblies, politiquement, militairement, pour être prêtes à accepter sa tutelle.

Trump n'oublie pas également de rappeler à tous les protagonistes que rien ne pourra se faire réellement sans les États-Unis une fois la guerre terminée. Deux semaines après l'annonce du départ des troupes américaines du nord de la Syrie, il annonça qu'il laisserait des soldats, au sud et à l'est, pour s'assurer que les champs pétroliers et gaziers de Deir el-Zor ne seraient pas à nouveau accaparés par les milices djihadistes. *« J'ai toujours dit :*



VIDÉOLEFIGARO.FR

Dans le camp de Khatin à Idlib, les rescapés sont démunis face à l'arrivée de l'épidémie de coronavirus.

si on y va, gardons le pétrole », déclara-t-il alors. Et d'ajouter que les États-Unis pourraient « peut-être envoyer l'une de leurs grandes compagnies pétrolières pour le faire correctement ». Une telle déclaration théâtrale, venant d'un Trump spécialiste du genre, ne dit pas grand-chose sur ce que feront réellement les États-Unis, c'est-à-dire ce que dicteront les intérêts de l'impérialisme. Mais elle illustre le fait que l'impérialisme américain comme les autres puissances impérialistes doivent occuper le terrain. Il ne s'agit pas de sauver les centaines de milliers de réfugiés d'Idlib, mais de profiter des possibilités économiques qu'offrira la reconstruction, une fois la guerre terminée.

L'enjeu est bien en effet le contenu du règlement politique final, et les changements qu'il apportera à l'ordre régional.

L'ENFER DE L'ENCLAVE D'IDLIB

Pendant qu'ont lieu tous ces marchandages et manœuvres, la population est peu à peu décimée ou transformée en réfugiés errants. La région d'Idlib est devenue un véritable enfer pour les trois millions d'hommes,

de femmes, d'enfants qui s'y trouvent piégés. *« On n'a pas de charbon de bois, pas de mazout, pas de poêle, rien pour se chauffer. Quand il pleut, ça se transforme en ruisseau, ça entre dans la tente et on est sous les couvertures à trembler de froid. Alors, pour trouver un peu de chaleur, on brûle des habits, des couvertures, des vieilles chaussures, des pneus de voiture »*, témoignait Hajja, une femme vivant dans un des camps de l'enclave d'Idlib (France Inter, 9 mars). 170 000 civils vivent en plein air ou dans des bâtiments inachevés, faute de place dans les camps de déplacés surpeuplés. Plus de la moitié des installations médicales ne sont pas fonctionnelles, deux écoles sur cinq ne peuvent pas être utilisées et les prix des produits de base ont été multipliés par vingt, selon l'agence de l'ONU pour l'enfance. Et la population se retrouve à la merci des milliers d'hommes armés.

Les manœuvres de l'impérialisme en Syrie sont loin d'être terminées. Pour contrôler les ressources, y maintenir sa domination, l'impérialisme continue de transformer ce Moyen-Orient, divisé en États rivaux, en une zone de chaos et de guerre ininterrompue.

30 mars 2020



Haïti: la population sous la menace d'une dictature des gangs armés au profit des classes dominantes

Cet article a été rédigé en janvier par nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR). Aux situations décrites s'ajoutent en ce moment les premiers cas d'infection au Covid-19, qui présagent dangereusement du sort de millions de miséreux entassés dans les quartiers populaires et les bidonvilles, sans eau courante ni infrastructures .

Les gangs armés multiplient leurs actes de terreur contre les classes exploitées. Plus sordides les unes que les autres, les exactions de ces malfrats continuent de semer le deuil et le désespoir dans les familles de la majorité de la population. Mercredi 12 février, de nombreux habitants de plusieurs quartiers sud de la capitale, Martissant, Grand Ravine, etc., les zones les plus touchées par l'insécurité, ont spontanément gagné les rues contre cette violence qui s'ajoute à leur misère quotidienne, donnant ainsi l'exemple de ce qui doit être fait par la classe ouvrière et les masses exploitées pour stopper les bandits.

UNE CAMPAGNE DE TERREUR MENÉE PAR DES GANGS ARMÉS DANS LA CAPITALE ET DANS LES VILLES DE PROVINCE

À l'origine, ces gangs ont été embrigadés par des politiciens en lutte pour le pouvoir. Comme il est de coutume en Haïti de se servir de la misère pour récupérer une main-d'œuvre servile, ils ont payé des jeunes de quartiers pauvres, leur ont dis-

tribué des armes lourdes et leur ont donné carte blanche pour pourrir les manifestations, assurer les blocages.

Aujourd'hui, forts de leur impunité, ces voyous s'adonnent au vol, au viol, au kidnapping et au meurtre. Peu après les fêtes de fin d'année, ils ont déclenché une vague de terreur à Port-au-Prince. Ils ont pris le contrôle de la ville et imposent leur loi partout. Autrefois bondées de monde même très tard dans la nuit, les rues de la capitale se vident dès 18 heures. Trouver un taxi, un tap-tap à

pareille heure est exceptionnel. Les gens se terrent chez eux, terrifiés.

Les bandits opèrent à toutes les heures du jour et de la nuit et leurs méfaits sont immédiatement relayés sur les réseaux sociaux. C'est presque en direct que la population est informée des actes criminels.

Là, un car d'écoliers est pris en otage. Ici, on publie les photos de cadavres sur le sol. Pris de panique, des parents courent dans tous les sens chercher leurs enfants à l'école. Sur les quelques axes routiers non



ARC



Le chef de gang ex-policier Barbecue, pro-gouvernement, «indexé» par l'ONU comme impliqué dans plusieurs massacres de quartiers pour les débarrasser en novembre 2019.

ARC



Les habitants des quartiers populaires de Port-au-Prince vivent dans la peur.

ARC



Un moment de calme, à l'aube, à Martissant.

encore occupés par les gangs, des tirs nourris crépitent. Coincés dans des embouteillages monstres, les gens se font enlever dans leur voiture.

Dans une autre rue, des gangs s'affrontent pour de l'argent ou pour le contrôle d'un territoire. Des balles perdues atteignent ceux qui essaient de mettre le nez dehors.

Les témoignages des personnes kidnappées attestent de la cruauté des malfrats. Un jeune homme de 25 ans, chargé d'apporter la rançon pour libérer cinq autres jeunes kidnappés quelques jours plus tôt, est assassiné car la somme apportée était en dessous de celle exigée.

Une jeune femme libérée après rançon rapporte que la salle où elle était gardée comptait plus d'une dizaine de personnes en captivité. Les bandits les libéraient au fur et à mesure du versement de la rançon exigée.

Une autre femme raconte que les bandits la violaient plusieurs fois par jour jusqu'à sa libération.

Sur la zone industrielle, les ouvriers continuent à avoir de grandes difficultés à se rendre

au travail. Ils se font régulièrement fouiller et voler le peu qu'ils possèdent. Sur le chemin du travail et dans les tap-taps, les malfrats font la pluie et le beau temps.

Actes crapuleux, crimes odieux contre les classes exploitées : aucun groupe politique n'endosse la responsabilité. Officiellement, les camps politiques et le gouvernement s'accusent mutuellement. Si quelques petits voyous se font épingler par la police, de gros bonnets s'activent pour les faire libérer ou organisent des évasions de prison. Mais tout le monde devine qui sont les commanditaires de cette violence. Au vu de la quantité des armes sophistiquées brandies par ces groupes criminels, il est certain qu'ils sont bien alimentés par des réseaux mafieux et politiques.

LA PAUVRETÉ EXTRÊME, TERREAU FERTILE POUR LA MULTIPLICATION DES GANGS ARMÉS

Entre 1986 (année de la chute du dictateur Duvalier) et 2020, soit trente-quatre ans, la population du pays est passée de

6 millions à environ 12 millions d'habitants. Mais dans le même laps de temps, l'économie du pays, qui était déjà considéré comme le plus pauvre de l'hémisphère occidental, a continué de se déliter. L'État n'assure plus aucun service à la population. Laisse pour compte, elle se débrouille comme elle peut pour survivre. Trouver de quoi manger, où dormir, se vêtir devient insurmontable pour les classes populaires.

Cité Soleil, le bidonville qui servait d'exemple pour caractériser l'immense pauvreté du pays et des classes exploitées, passe aujourd'hui pour un quartier acceptable par rapport aux dizaines d'autres bidonvilles qui ont vu le jour dans le pays. Grand Ravine, Cité de l'Éternel, Martissant et plus récemment Canaan (zone désertique où furent parqués les rescapés du tremblement de terre de janvier 2010) peuvent être comparés à d'énormes camps de concentration où des êtres humains grouillent comme des fourmis, sans eau courante, sans électricité, sans latrines. Les habitants vivent dans un enfer.

Livrés à la drogue, à la pros-

titution, à la criminalité, de nombreux jeunes tentent leur chance en cherchant à s'expatrier vers l'autre partie de l'île, Saint-Domingue, vers les États-Unis, vers les îles britanniques de la Caraïbe et, depuis le tremblement de terre en 2010, vers les pays d'Amérique du Sud comme le Brésil, l'Argentine ou le Chili. D'autres investissent les rues tôt le matin. Ils sont petits marchands d'objets de toute sorte, cireurs de chaussures, laveurs de voitures, mécaniciens, chauffeurs de tap-tap, de moto. Et une partie d'entre eux, courtisés par les politiciens, par des grands trafiquants d'armes, de drogue, font le grand saut en devenant de petits caïds, de petits gangsters, des criminels au service des plus offrants.

UNE ÉCONOMIE EN LAMBEAUX

Le chômage est à son plus haut niveau. Selon les chiffres officiels, il varie entre 60 % et 85 % de la population active du pays, estimée à plus de 4 millions d'habitants. Le PIB par habitant est de 870 dollars, contre 7 650 pour la République dominicaine, la partie est de l'île d'Haïti. Six millions d'Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 2,41 dol-

lars par jour, et plus de 2,5 millions sont tombés en dessous du seuil de pauvreté extrême avec moins de 1,23 dollar par jour. Haïti est le dernier pays des territoires des Caraïbes, six fois moins riche que l'avant-dernier. Au cours des deux dernières années, Haïti a eu un taux de croissance négatif, la destruction des richesses est comparée par un économiste aux dégâts causés par le tremblement de terre de 2010.

L'ÉCART ENTRE LES RICHES ET LES CLASSES EXPLOITÉES S'ÉLARGIT

Cette descente aux enfers des classes exploitées n'inquiète pas plus les possesseurs des moyens de production que les politiciens du pays, qui en profitent plutôt pour accroître leurs richesses. Des dizaines d'entreprises qui embauchaient des milliers de travailleurs dans le pays ont été cassées au profit de l'import-export. Les terres arables, restées en friche, sont toujours la propriété privée de quelques grands qui vivent souvent en dehors du pays. L'État est réduit à sa plus simple expression : les prisons, les bandes armées légales et illégales, une justice aux ordres pour réprimer et contenir les

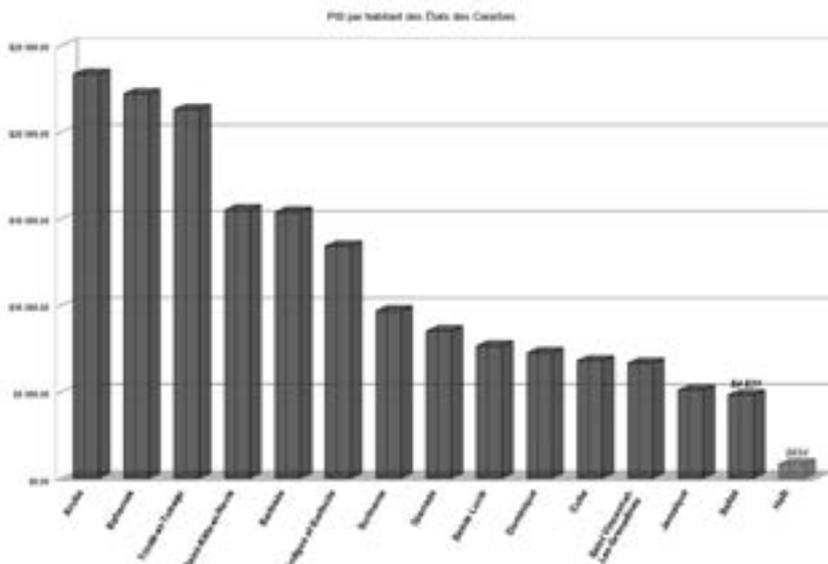
révoltes des plus pauvres.

Fuyant complètement la production, la bourgeoisie et ses alliés s'enrichissent en détenant des monopoles, en particulier dans l'import-export. Grâce au soutien sans faille de leurs hommes de main placés dans l'administration, ils contrôlent la douane, les communications, l'énergie électrique, le commerce, les banques. Ils ne payent pratiquement pas de redevance à l'État, et le peu qui arrive dans les caisses publiques, par le truchement de l'aide internationale, des emprunts auprès d'organismes internationaux est rapidement siphonné par le biais de la corruption à coups de contrats bidon avec l'État ou de surfacturations.

Ainsi, pendant qu'une infime minorité s'enrichit, une part de plus en plus importante de la population tombe chaque jour dans la déchéance, dans la misère la plus abjecte. La fraction la plus pauvre du pays se meurt emportée sous le poids conjugué de l'exploitation, des luttes des politiciens pour le pouvoir, et des effets catastrophiques des phénomènes climatiques comme les ouragans, aggravés par l'inexistence de services publics.

LA VIOLENCE D'ÉTAT ET DES BANDES ARMÉES CONTRE LES CLASSES EXPLOITÉES : UNE CONSTANTE À HAÏTI

Certes, les exécuteurs des basses œuvres de la violence contre la classe ouvrière et les classes exploitées sont recrutés en leur propre sein. Ce sont les fils des travailleurs, des chômeurs, des paysans pauvres. Les candidats à cette criminalité sont d'autant plus nombreux que la misère grandit chaque jour. Mais les principaux bénéficiaires, les donneurs d'ordres sont à rechercher parmi les plus hautes autorités du pays, parmi



CIDHCA



Tontons macoutes au Cap-Haïtien en 1968.

les magnats de l'économie en liaison avec leurs alliés internationaux. Ceux qui, parmi les jeunes des classes populaires, se sont laissé prendre au piège finissent par se faire tuer comme des chiens errants soit par la police soit par l'armée, ou lors de règlements de comptes opposant des gangs rivaux.

Pour les classes dominantes, Haïti n'est qu'un territoire qui leur est légué pour amasser de la richesse. S'affranchissant de tout ce qui a trait à la gestion d'un pays, constituées en cliques, elles se livrent une guerre fratricide pour avoir la part du lion.

À la tête des réseaux mafieux les plus importants, on trouve toujours des ministres, des parlementaires, des policiers, quand ce n'est pas le président lui-même qui mène les opérations depuis ses bureaux. Ces relations descendent jusqu'aux petits délinquants des quartiers les plus pauvres.

L'histoire récente du pays est truffée d'exemples. Pour en avoir une idée, il faut citer les cas de ceux qui ont plaidé coupables devant la justice américaine avant d'être condamnés pour trafic de produits illicites, association de malfaiteurs, escroquerie, etc.

Le dernier exemple en date concerne un petit voyou qui s'est fait enrôler dans les forces armées d'Haïti, où il a fait ses premières armes. À la dissolution de celles-ci en 1994 par Aristide, Guy Philippe a intégré la nouvelle police. Puis, tombé en disgrâce auprès d'Aristide, Guy Philippe fut renvoyé. Par la suite il devint l'un des principaux pourfendeurs du régime Lavalas. Recyclé par l'actuel régime au pouvoir, il fut élu sénateur. Mais Guy Philippe est tombé dans les mailles du filet de l'administration américaine pour trafic de drogue. Pour une réduction de peine, il collabora avec la justice américaine en plaidant coupable. Il purge en ce moment sa peine dans les geôles aux États-Unis.

Avant Guy Philippe, de nombreux dinosaures de la politique en Haïti ont fait de la prison aux États-Unis pour les mêmes raisons. Les chefs de la police sous Aristide et le parrain de son fils ont plaidé coupable, comme Guy Philippe. Haïti est depuis longtemps considéré comme la plaque tournante du trafic de drogue de l'Amérique du Sud et des Caraïbes vers les États-Unis. Ce sont les membres les plus haut placés de l'État qui dirigent ces

opérations ou qui leur donnent leur accord.

UNE SITUATION QUI NE DATE PAS D'AUJOURD'HUI

Dès le lendemain de l'indépendance, en 1804, les généraux de l'ancienne armée indigène se sont livrés à une guerre sans merci pour le contrôle de ce qui constituait le principal moyen de production de l'époque, la terre. La mainmise sur l'État central conférant un avantage certain, elle était l'objectif des principaux généraux derrière lesquels la bourgeoisie naissante s'agglutinait. C'est en armant des paysans pauvres désœuvrés, en les opposant les uns aux autres, derrière des partis politiques de la bourgeoisie, que cette guerre de conquête se faisait.

Le régime des Duvalier, père et fils, a perduré pendant vingt-neuf ans (1957-1986). D'une main de fer, ils se sont maintenus au pouvoir en exerçant une violence extrême contre les classes exploitées et contre leurs opposants politiques. Ils l'ont fait en combinant les forces répressives de l'armée d'Haïti et celles d'une milice sanguinaire toute-puissante : les Tontons macoutes. Recrutés parmi les plus pauvres, Duvalier leur a donné une arme, un uniforme mais surtout le droit de vie ou de mort sur la population, pour préserver le régime dictatorial de toute révolte. Le haut état-major de l'armée, épuré de certains trouble-fête par Duvalier, s'adonnait tranquillement, à côté de la répression, au trafic de drogue, à la contrebande.

En février 1986, sous la pression d'une révolte populaire, Jean-Claude Duvalier et les membres de sa famille prirent la route de l'exil en France. Après trente années de dictature la population s'est octroyé le droit à la parole, celui de ma-



Un marché dans un quartier populaire de Port-au-Prince.

nifester et de s'associer. Mais l'exploitation n'a pas bougé d'un iota.

Sous la houlette des militaires qui ont succédé à Duvalier, la bourgeoisie a continué la même exploitation féroce de la classe ouvrière et des masses populaires. Dès le 26 avril 1986, la population a fait connaissance avec un nouveau groupe de malfrats à la solde des militaires, les Zenglendos. La bourgeoisie et les militaires couvraient leurs crimes, leur répression contre la population, par le biais de ces malfrats.

En novembre 1987, la première tentative d'élections libres post-Duvalier s'est terminée dans un bain de sang au terme d'une campagne de terreur menée par des groupes, les Escadrons de la mort. Un carnage de plus, en vue de mater une population qui, dans certains quartiers, s'organisait en brigade de vigilance, pour se défendre face à ces escadrons. Elle dressait des barricades à l'entrée des quartiers pour ralentir la progression des escadrons. Des guetteurs-veilleurs étaient chargés d'alerter du danger en tapant sur des ustensiles métalliques, cela permettait de fuir ou d'empêcher l'intrusion. Ces quelques sursauts de résistance n'ont pas suffi à stopper les descentes meurtrières des escadrons, destinées à terroriser, à empêcher toute révolte, toute volonté d'aller voter pour un gouvernement civil.

De 1991 à 1994, c'est sous la houlette d'une organisation sanguinaire, le FRAPH (front révolutionnaire pour l'avancement et le progrès en Haïti) qui avait sous ses ordres une milice, les Attachés, que les militaires réprimaient la population : l'espoir de la population s'était concentré autour d'un curé (Jean-Bertrand Aristide) qui pour une fois s'était fait élire par la majorité de la population (67 % des voix). Dix mois plus tard, quelques milliers de militaires foulaient aux pieds la volonté de millions de femmes et d'hommes. Le coup d'État militaire du général Cédras renversa Aristide. C'est sous son règne que ces Attachés, groupes paramilitaires liés à l'armée, imposaient par la terreur la dictature militaire.

Revenu en 1994, après la dissolution de l'armée d'Haïti, Aristide, à défaut de pouvoir satisfaire les revendications des masses exploitées, lui aussi s'en remit à des gangs armés, les Chimères, pour mieux contrôler les quartiers pauvres. Ces mêmes individus étaient parmi ceux qui ont terrorisé la population de 2004 à 2006, période qui a suivi le deuxième exil de Jean-Bertrand Aristide.

Les deux dernières élections, 2011 et 2017, ont été marquées par un fort taux d'abstention de la population : seuls 20 % des gens inscrits sur les listes électorales ont voté. Les masses populaires, désenchantées, ne

font plus confiance aux leaders politiques. Ces derniers se sont appuyés sur les troupes de choc des quartiers pauvres, sur les gangs armés pour tricher et tenter d'accéder au pouvoir.

Vu la défiance populaire vis-à-vis des politiciens, les partis politiques, au nombre pléthorique d'environ 400 enregistrés au ministère de la Justice, ne sont que des coquilles vides. La population n'entend parler d'eux qu'au moment des élections. Vraies farces, ces élections donnent toujours lieu à de véritables batailles rangées, des sections communales jusqu'à la présidence. Depuis 1986, à part l'élection d'Aristide en 1990, toutes les élections ont été de véritables mascarades.

En dehors des périodes électorales, les mêmes luttes continuent. Les partis au pouvoir remplissent l'administration publique, le Parlement, avec leurs supplétifs avant que la colère de la population les chasse du pouvoir.

LES GOUVERNEMENTS CHANGENT, LA DICTATURE, POLITIQUE ET LA PAUVRETÉ DEMEURENT

Prendre aux plus pauvres pour donner aux plus riches : tel est, pour résumer, l'essentiel de la politique de l'actuel chef de l'État. Au pouvoir depuis trois ans, Jovenel Moïse dirige un gouvernement fantoche. Arrivé aux

affaires avec le soutien très large de la bourgeoisie, il incarne la continuité de son prédécesseur, le chanteur Michel Martelly, dont l'administration est dénoncée pour avoir notamment détourné une bonne partie des fonds PetroCaribe, un prêt octroyé à l'État haïtien sur la vente des produits pétroliers, par le gouvernement du Venezuela. D'ailleurs, le nom de Jovenel est cité aussi pour s'être impliqué dans ce détournement. Balloté depuis deux ans par des manifestations de rue, il conserve encore son pouvoir grâce à ses gangs, qu'il continue d'entretenir, et grâce à l'appui des ambassades occidentales, notamment celle de Donald Trump, Jovenel Moïse ayant voté à l'OEI et au niveau de la Caraïbe, pendant ces deux dernières années, dans le même sens que les États-Unis dans le conflit qui les oppose au Venezuela.

Pour contrer sa politique, pendant ces trois ans, les masses exploitées ont résisté mais elles n'étaient pas les seules. Les leaders de l'opposition proches du parti de Jean-Bertrand Aristide, qui ont toujours les yeux rivés sur le pouvoir, ont à chaque fois pris les devants avant de noyer les revendications de la classe ouvrière et des classes exploitées sous un seul slogan : le départ du pouvoir de Jovenel Moïse.

Les travailleurs réclamaient un ajustement du salaire minimum et son alignement sur l'inflation et la décote de la gourde. Les masses populaires manifestaient contre la corruption qui gangrenait l'administration publique, et réclamaient l'arrestation et la condamnation de tous ceux qui ont dilapidé les fonds PetroCaribe. Elles avaient gagné les rues pour protester également contre la volonté du gouvernement de Jovenel Moïse d'augmenter les prix des produits pétroliers, car c'est sur le dos des classes exploitées que toutes les classes privilégiées

transféreraient cette augmentation des prix.

Non organisés, les mouvements des masses n'étaient jamais en mesure de susciter en leur sein une direction et une politique indépendantes susceptibles de rassembler les classes populaires pour mener la lutte dans l'intérêt de la classe ouvrière. Et à force de se faire phagocyter, elles sont devenues la cible des leaders aux côtés de qui elles manifestaient.

LA CLASSE OUVRIÈRE, CIBLE PRIVILÉGIÉE DES VOYOUS

Se rendre simplement au travail, oser sortir de son quartier pour aller chercher un bidon d'eau pour apaiser la soif des enfants, chercher un hôpital pour emmener un proche malade était considéré comme un crime par les troupes de choc de l'opposition, au plus fort des mouvements de protestation.

Les petites marchandes de rue, les chauffeurs de moto, tout ce petit peuple était sommé de rester chez lui pendant deux, trois semaines voire plus sans pouvoir se ravitailler.

Accusés de ne pas obéir aux mots d'ordre « pays lock » de l'opposition politique, les ouvrières couraient le risque d'être violées, de se faire rouer de coups de gourdin ou tout simplement de se faire tuer par les malfrats au service des politiciens.

Ces bandes armées qui terrorisent la population sont là pour instaurer la dictature prochaine qui se profile à l'horizon. Avec la montée vertigineuse de la misère, il est inévitable que la population pauvre se révolte. Les émeutes de la faim de 2018 en sont une illustration. Les nantis avaient vu leurs magasins pillés et partir en fumée. Les manifestations ouvrières de 2019 pour les augmentations de salaire en sont une autre,

la masse des ouvriers dans la rue avait fait fléchir le gouvernement Jovenel; et les salaires furent augmentés de 20 %. Ce sont des révoltes de ce type et plus encore, vu la conjoncture de misère et de souffrance, que craignent les capitalistes et leurs supplétifs politiques. Ces gangs sont les Tontons Macoutes, les Zenglendos, les Escadrons de la mort, les Attachés et autres Chimères de demain. Par leur intermédiaire, nantis et gouvernement à leur service veulent étendre une chape de terreur sur les millions de crève-la-faim, afin de pouvoir exploiter plus férocement pour les uns, et de piller plus tranquillement les caisses de l'État pour l'autre.

SE REBELLER ET S'ORGANISER : LA SEULE ISSUE POUR LES CLASSES EXPLOITÉES

Moins les bandes armées trouveront de résistance du côté des masses populaires, plus elles vont continuer leurs forfaits, plus elles vont se multiplier dans tout le pays. Certaines, déjà lâchées par les politiciens, ayant déjà pris goût à l'argent facile, se payent sur une population apeurée et sans défense. D'autres, qui ont perdu tout sens moral, tout sens social, commettent des actes de plus en plus atroces. Il y a déjà des dizaines de ces bandes à Port-au-Prince et dans de nombreuses autres villes du pays.

Pour le moment, bien que ce soit un secret de Polichinelle, les liaisons avec les politiques et les bourgeois se font clandestinement. Il n'y a pas encore un discours, une idéologie vantant les mérites et les pratiques criminelles de ces bandes de malfrats mais la tentation n'en est pas très loin. Cette période où des voyous font la loi, évoque la triste période du macoutisme. Si elle ne fait pas – ou pas encore – émerger un nou-



Des policiers armés et leurs partisans manifestent et échangent des coups de feu avec des soldats, à Port-au-Prince, devant le palais national, le 23 février 2020.

veau leader dans le genre de Duvalier, qui peut s'en faire le porte-parole et s'en servir, c'est qu'il y a plusieurs candidats au rôle, et que leur rivalité ne s'est pas encore réglée à coups d'assassinats au profit d'un des concurrents. Mais la dictature des gangs armés sur les classes pauvres est déjà là.

Depuis la chute de la dictature des Tontons macoutes en février 1986, beaucoup de tentatives ont été faites pour enlever aux classes exploitées leur droit de manifester, de s'organiser, de revendiquer, leur liberté de s'exprimer. Elles peuvent vite le perdre avec des centaines de groupes d'assassins qui tuent, violent au vu et au su de tout le monde, comme cela s'est fait sous l'ère des Duvalier.

Les patrons sur la zone industrielle prendront leur revanche sur la classe ouvrière qui, pendant ces dix dernières années, a montré qu'elle pouvait gagner les rues pour dénoncer l'exploitation dans les usines et demander de meilleures conditions de travail. Les politiciens corrompus pourront tranquillement continuer de piller les maigres ressources de l'État sans craindre de voir leurs vols s'exposer sur la place publique.

Le péril n'est pas très loin

quand des policiers, en rébellion contre leur hiérarchie et sans aucune attache avec la population, gagnent les rues, encagoulés, pour imposer leur point de vue manu militari à l'ensemble de la population en mettant le feu où ils veulent, quand ils veulent. Il y a de quoi s'inquiéter.

Le pays est en train de glisser ouvertement vers cette dictature qui mettra les classes exploitées complètement à la merci des classes possédantes à moins que les masses se rebellent, comme elles l'ont si souvent fait dans le passé. Ces explosions ont la puissance de mettre hors d'état de nuire ces groupes crapuleux et sanguinaires qui fourmillent dans les quartiers populaires. C'est une question de vie ou de mort.

Par-ci par-là, il y a quelques signes qui montrent que les masses ne se laissent pas complètement abattre. Dans quelques quartiers, des parents armés de machette sont sortis en groupe emmener leurs enfants à l'école. Des travailleurs dans les transports en commun ont résisté au chantage de quelques voyous venus les dépouiller. Ces initiatives sont à multiplier.

Sur la zone industrielle, les ouvriers sont des milliers

qui prennent la route chaque jour. Des petits gestes simples, comme se mettre ensemble pour surveiller toute personne suspecte qui monte dans un autobus, réagir collectivement, désarmer les voyous agresseurs, peuvent constituer les premiers pas d'une réaction ouvrière. La résurgence des brigades de vigilance pour protéger les quartiers de jour comme de nuit est une nécessité pour faire barrage aux agressions contre les travailleurs.

Les travailleurs d'Haïti, ceux en particulier de la zone industrielle de Port-au-Prince, sont poussés par la montée de la misère à se battre pour défendre leurs conditions matérielles d'existence. Imposer une forme d'échelle mobile des salaires, ne serait-ce que sous la forme d'une augmentation automatique des salaires payés en gourde en les alignant sur la hausse du taux de change du dollar, est une nécessité sous peine de crever de faim. Mais la montée des menaces physiques contre les travailleurs impose à ces derniers, pratiquement en même temps, la nécessité de s'organiser pour se défendre et, par là même, défendre l'ensemble des classes pauvres. Et de se donner les moyens pour le faire et les structures adaptées. Les travailleurs d'Haïti auront à apprendre la signification de l'expression « milices ouvrières » en même temps qu'ils auront à les constituer.

Il faut stopper tous les criminels, les voyous en armes, mais aussi les criminels à col blanc qui rêvent d'une dictature à la Duvalier.

Même équipés d'armes les plus performantes, les voyous ne peuvent rien devant des masses exploitées révoltées et résolues à se défendre et défendre leurs proches, leurs frères de classe, et leur liberté.

28 janvier 2020



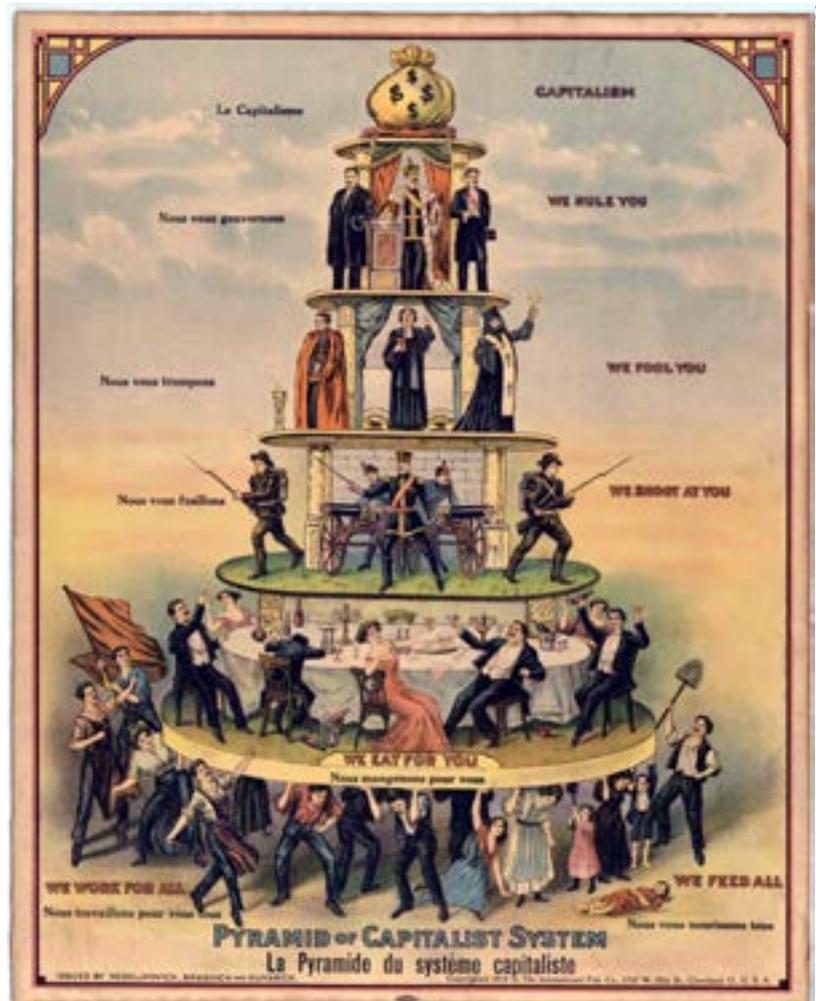
Comment le grand capital échappe toujours plus à l'impôt

Dans une économie capitaliste à bout de souffle, échapper à l'impôt est devenu un enjeu majeur pour la bourgeoisie. Partout, les gouvernements à son service se sont pliés à ses exigences au point que la planète tout entière est devenue pour elle une sorte de paradis fiscal. Ainsi, depuis le milieu des années 1980 jusqu'en 2018, dans un contexte de mondialisation à marche forcée, le taux global de l'impôt sur les sociétés dans le monde a été divisé par deux, passant de 49 % à 24 %. Et il ne s'agit que d'une moyenne ! La chute s'est encore largement accélérée depuis, reflétant un mouvement général de transfert, pour ne pas dire de vol, au détriment des travailleurs.

LA PLACE DES IMPÔTS DANS LA REPRODUCTION DU CAPITAL

« Le capital, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage », écrivait Marx il y a 150 ans¹. L'exploitation, et donc la plus-value que la bourgeoisie en tire, est aujourd'hui encore à la base même de tout son ordre social. Or les taxes et les impôts (directs ou indirects) prélevés par les États sur les profits, comme sur les produits financiers ou fonciers, viennent nécessairement ponctionner en partie cette plus-value. Ils déterminent aussi partiellement le partage final entre le travail et le capital, même si celui-ci dépend en dernière analyse du rapport des forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

C'est la raison pour laquelle la classe capitaliste a longtemps refusé que l'État impose, au-



La pyramide du système capitaliste. Cette affiche américaine des IWW de 1911, elle-même tirée d'une affiche russe de 1900, fut traduite dans de nombreux pays.

1 Karl Marx, *Le Capital*, Livre premier, «Le développement de la production capitaliste», III^e section : «La production de la plus-value absolue», 1867.

trement que symboliquement, ses biens et ses revenus. Aux États-Unis, la grande bourgeoisie du Nord, qui avait accepté le principe d'un impôt durant la guerre de Sécession, qui lui a permis d'imposer sa domination sur l'ensemble du territoire, obtint l'abolition de cet impôt dès 1872, et ce jusqu'en 1913! Ayant, en Europe tout du moins, pris la place des anciens ordres privilégiés, la bourgeoisie adopta l'attitude de l'aristocratie qu'elle avait renversée, en refusant durant toute une période historique de payer le moindre impôt sur ses revenus comme sur les bénéfices de ses entreprises, et en y échappant dans une large mesure. Une époque déjà dorée (le « Gilded Age » américain) pour la bourgeoisie puisqu'on estime qu'en 1914 les 10 % les plus riches possédaient 90 % de la richesse totale en Europe et 75 % aux États-Unis. Ce sont pour l'essentiel les impôts sur la consommation, les taxes diverses reposant sur les classes populaires, sans oublier le pillage de la planète, qui alimentèrent les caisses des appareils d'État de la bourgeoisie durant tout le dix-neuvième siècle. « *L'impôt saigne le malheureux, Nul devoir ne s'impose au riche, Le droit du pauvre est un mot creux* », clame l'Internationale : ces paroles avaient un sens très concret pour des millions de prolétaires, exploités par le patronat et saignés par son État.

Au tournant du vingtième siècle, et plus nettement encore avec le partage colonial entre les grandes puissances industrielles, la course aux armements, puis le déclenchement de la Première Guerre mondiale, une nécessité s'imposa à la grande bourgeoisie. Il lui fallait se doter d'appareils d'État puissants, garants de ses intérêts généraux et arbitres entre ses différentes composantes, à même de défendre son ordre social, et donc se doter d'un système d'imposition centralisé



Les profits des multinationales ignorent les frontières.

drainant des sommes de plus en plus considérables.

Cela s'accompagna de l'instauration d'une forme de prélèvement sur les revenus (en Allemagne, en Suède et au Japon par exemple, dès les années 1870 à 1890), et par conséquent sur les plus élevés, perçus par les classes dirigeantes. Ce changement prit également dans de nombreux pays la forme d'impôts sur les bénéfices des entreprises, au demeurant dérisoires dans les premiers temps.

La mise en place d'une fiscalité moderne alimentant le budget des États était une façon de donner le change à une opinion publique choquée par les richesses accumulées par la grande bourgeoisie, les « rois de la mine et du rail » et autres « barons voleurs ». Les dirigeants des partis politiques bourgeois se posèrent de plus en plus en défenseurs d'un prétendu intérêt général et en arbitres entre les diverses classes de la société. Une façon de prétendre que « les impôts sont le prix à payer pour une société civilisée », comme il est gravé au fronton de l'Internal Revenue Service à Washington, siège du fisc américain. Les premiers systèmes de retraites ou d'assurances sociales apparurent dans cette même période. C'était en quelque sorte une réponse politique au mouvement ouvrier socialiste qui,

jusqu'en 1914, mettait à l'ordre du jour la révolution dans tous les bastions de l'impérialisme et jusque dans la très arriérée Russie des tsars. En France, c'est la Chambre dite « bleu horizon », l'une des plus réactionnaires qu'ait connues le pays, qui fit voter en 1920 un impôt appliquant un taux de 50 % à la plus haute tranche de revenus (contre 2 % en 1915 !). Un taux qui fut même porté à 90 % en 1924, mais qui n'écornait cependant guère les actionnaires des sociétés qui s'étaient outrageusement enrichies durant la guerre.

Mais la création d'une administration fiscale et le versement de ces « faux frais » par les capitalistes répondaient à une nécessité plus fondamentale. Toutes ces recettes, se transformant en dépenses publiques ou se substituant au capital privé, contribuaient en effet très largement au fonctionnement de l'exploitation capitaliste et au renouvellement de la force de travail du prolétariat. C'était un moyen à peu de frais pour la bourgeoisie pour que l'État prenne en charge, sous forme de salaire social différé, des dépenses indispensables : l'éducation, instrument de sélection sociale formant des ouvriers, des contremaîtres, et de plus en plus, également, des techniciens, des ingénieurs et des chercheurs indispensables à la bonne marche de ses usines ;

des réseaux de transport pour acheminer les marchandises, ainsi que les salariés à leur lieu de travail; un système de santé; un système juridique garantissant la propriété privée des moyens de production. Ces dépenses publiques, très partiellement alimentées par l'impôt sur les bénéficiaires, contribuaient ainsi à la reproduction de la force de travail et au maintien de la dictature de la bourgeoisie sur l'économie. Et elles permettaient enfin des commandes publiques à ses entreprises, dans le secteur de l'armement comme dans bien d'autres.

Ce recours à la dépense publique et l'intervention permanente des États dans la marche même de l'économie capitaliste sont devenus centraux au stade de l'impérialisme. La Première Guerre mondiale puis la crise des années 1930 et les réponses que les différentes bourgeoisies y donnèrent par les interventions massives des États, dont les formes allèrent du fascisme au New Deal, le démontrèrent pleinement. L'étatisation et la militarisation de l'économie des principales puissances impérialistes précédèrent mais aussi accélérèrent la marche à la guerre.

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ou à son issue, pour sauver le système capitaliste d'une nouvelle vague révolutionnaire et reconstruire des pans entiers de l'économie, cette intervention s'est encore amplifiée et prit souvent la forme de nationalisations. Dans une poignée de grandes puissances, dont les entreprises avaient mis la planète en coupe réglée et continuaient d'y imposer leur domination, l'État de la bourgeoisie fut qualifié d'« État providence » (équivalent du Welfare State, ou « État du bien-être » britannique ainsi dénommé en 1942) par tous les courants du réformisme et par les intellectuels à leur service. L'expression, largement reprise

jusqu'à ce jour par les partis et organisations syndicales issus de la social-démocratie et du stalinisme, sous-entendait que l'État était là pour garantir un niveau de vie et de bien-être à toute la population en compensant, par l'impôt notamment, les effets les plus importants des injustices et des inégalités. Il s'agissait d'un mensonge éhonté. La crise générale de l'économie capitaliste depuis le début des années 1970 le démontre brutalement.

SALAIRES, PRIX, PROFITS : LES LIMITES DES STATISTIQUES BOURGEOISES

Mesurer le niveau d'imposition pesant aujourd'hui sur la bourgeoisie est une véritable gageure. D'abord parce que les statistiques, si elles ne sont pas en elles-mêmes « bourgeoises », recensent des données où n'apparaît jamais la plus-value extorquée par l'ensemble du système capitaliste sur le travail de la classe ouvrière. Il faut se contenter de données comptables, comme le PIB permettant d'évaluer les richesses produites chaque année, conçues du point de vue des intérêts et des calculs des capitalistes eux-mêmes.

Mais surtout, l'ensemble des revenus du capital et leur circulation sont protégés par l'opacité du fonctionnement de toute l'économie, par le secret des affaires, le secret bancaire permettant toutes les fraudes, le plus souvent légalisées sous le doux nom d'« optimisation fiscale ». De multiples mécanismes et manipulations profitent aux plus grandes entreprises, et encore davantage au secteur financier ou du numérique, dont les activités sont largement dématérialisées. Par exemple, en 2019, les fameux GAFAM (Google et sa maison-mère Alphabet, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) qui auraient dû s'ac-

quitter en France d'un impôt de 1,16 milliard d'euros, n'en ont versé que 130 millions.

La plupart des chiffres donnés par les grandes entreprises, bien armées et conseillées pour établir les réglementations en lien avec les pouvoirs publics ou, au besoin, pour les contourner, ne rendent pas compte de la réalité.

C'est le cas par exemple de ceux qui répertorient les investissements directs à l'étranger. Une étude de 2015 réalisée par le Trésor britannique semble montrer ainsi que les Pays-Bas étaient alors le deuxième investisseur au Royaume-Uni après les États-Unis, mais devant la France et l'Allemagne. Mais il s'agit d'un tour de passe-passe. Car, une fois les « investisseurs ultimes » identifiés, c'est-à-dire les véritables multinationales à l'origine de ces transferts, on s'aperçoit que ce deuxième investisseur au Royaume-Uni n'est autre que lui-même, ou plus exactement les entreprises britanniques, loin devant celles des Pays-Bas. Et encore s'agit-il d'un autre coup de bonneteau, ce dernier pays n'étant qu'une terre de transit pour les capitaux des entreprises désireuses d'y bénéficier d'une très faible imposition. Pour les mêmes raisons, le premier investisseur en France est l'ensemble constitué par des entreprises françaises qui ont en quelque sorte délocalisé leur comptabilité et une partie de leurs impôts sous des cieux plus cléments. Quant au Luxembourg, et ses 600 000 habitants, il apparaît, selon les mêmes statistiques officielles, comme le troisième investisseur aux États-Unis ! Autant dire que, dans ces conditions, seule une petite partie de l'iceberg des profits est visible et chiffrable. Certains spécialistes estiment que 12 000 milliards d'euros ainsi « investis » ne seraient que des coquilles vides transitant par des paradis fiscaux, soit 40 % du total

mondial.

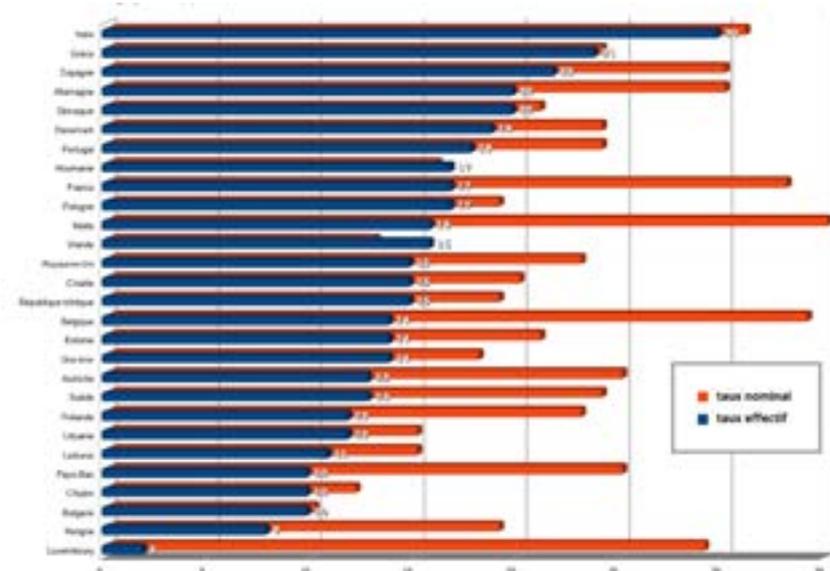
Il en va de même pour les taux réels d'imposition des entreprises, c'est-à-dire réellement acquittés par celles-ci, très éloignés des taux officiels. Une étude publiée en janvier 2019² sur 27 pays de l'Union européenne chiffre cet écart. Au Luxembourg, les grands groupes, censés être taxés à 29 %, ne le sont effectivement qu'à 2 %. En France, comme en Allemagne, l'écart entre le taux d'imposition nominal et le taux effectif est de dix points voire davantage : 17 % pour la France pour un taux alors fixé à 33 % (il a été ramené depuis à 28 % et sera réduit à 25 % en 2022). En 2009, un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires avait déjà révélé que les entreprises du Cac 40 n'acquittaient qu'un impôt correspondant à 8 % de leurs bénéfices, un taux plus de deux fois inférieur à celui de la TVA payée quotidiennement par des millions de travailleurs, de sans-emploi, et même de SDF.

Et ce, simplement en utilisant les dispositifs multiples mis en place par les gouvernements au fil des décennies, et qui évoluent en permanence.

L'OPTIMISATION FISCALE : UNE INDUSTRIE PROSPÈRE

Dans cette vaste entreprise de manipulation et de falsification, s'est développée toute une branche de la finance dédiée à l'optimisation fiscale. Quelques scandales retentissants (CumEx en 2011, Lux Leaks en 2014, Swiss Leaks en 2015, Panama Papers en 2016, Paradise Papers en 2017), en ont dévoilé l'ampleur, le rôle qu'y tiennent les multinationales et les grandes banques.

L'optimisation fiscale est née en quelque sorte avec le capitalisme, ne serait-ce qu'en rai-



Les impôts réellement acquittés par les sociétés sur leurs bénéfices sont dans les faits nettement inférieurs à ceux affichés par le fisc : dans le cas de la France, un taux de 17 % contre 33 % en 2019. (Source Petr Jansky)

son de la concurrence que se mènent les grandes puissances et leurs groupes. Une guerre dans laquelle l'impôt, et en l'occurrence le non-impôt, est une arme redoutable. Mais la mondialisation dans sa forme actuelle lui a donné un rôle prépondérant. Au point que les quatre géants du secteur, ou Big Four, Deloitte, Ernst & Young, KPMG et PricewaterhouseCoopers, spécialisés dans les activités d'audit et de comptabilité, auxquels il faut ajouter des cabinets comprenant des centaines d'avocats d'affaires, sont devenus incontournables parmi les vautours du capital.

En moyenne, 40 % environ des bénéfices des multinationales sont transférés dans les paradis fiscaux, proportion qui s'élèverait à 60 % pour les entreprises américaines ! En 2016, ces dernières ont déclaré plus de bénéfices aux Bermudes qu'au Royaume-Uni, au Japon, en France et au Mexique réunis. Porto Rico, où leurs bénéfices ne sont imposés qu'à un taux effectif de 1,6 %, leur sert également pour préserver leurs richesses de toute imposition. Mieux encore, ces mêmes entreprises ont déclaré

la même année plus de 20 % de leurs bénéfices non américains dans des « entités apatrides », c'est-à-dire des sociétés écrans qui ne sont rattachées à aucun pays. 250 000 personnes travailleraient actuellement dans le seul domaine dit des prix de transfert, soit dans les Big Four, soit dans les multinationales elles-mêmes. Pour les multinationales, ce système mis en place dans les années 1920 est un des principaux moyens de faire passer une partie de leurs bénéfices sur le compte d'une filiale située dans un pays où le taux d'imposition est plus faible. Par des va-et-vient de surfacturation et de sous-facturation, sur lesquels presque aucun contrôle ne s'exerce, des centaines de milliards disparaissent tout bonnement des comptes, pour réapparaître dans les coffres-forts des grands actionnaires. En France, le groupe Toyota, avec son usine d'Onnaing, qui crache en temps normal une voiture toutes les 57 secondes, est depuis des années passé maître en la matière, de même que des sociétés comme Total, Coca-Cola ou Apple. Il suffit par exemple au numéro un mon-

2 Petr Jansky, 2019, *Evaluation of the gap: the scale of international corporate tax avoidance*, (Évaluation de l'écart : l'ampleur de l'évasion fiscale internationale des entreprises).

dial de l'automobile, d'une part d'acheter au-dessus de leur valeur des pièces à des sous-traitants qui appartiennent au groupe Toyota, et d'autre part de revendre les voitures sorties des chaînes en dessous de leur coût réel à son unique client, Toyota Motor Europe, dont le siège est à Bruxelles, qui les revend avec un gros bénéfice. Ainsi Toyota n'a pas à s'acquitter d'impôts là où sa production et donc ses profits sont réalisés, ce qui lui permet d'économiser chaque année des dizaines de millions! La variation des cours de change des différentes monnaies dans lesquelles les entreprises facturent leur production, celle du coût des assurances et des taux d'intérêt permettent également aux capitalistes d'en jouer à loisir, transformant toute une partie de leurs activités en activités financières.

Les spécialistes de l'ingénierie fiscale jouent de la même manière, en faisant transiter d'un clic des sommes extravagantes d'un bout à l'autre de la planète, entre filiales ou par l'intermédiaire de sociétés écrans. Le cabinet d'avocats Mossack Fonseca, comme l'ont révélé les données récupérées lors de l'affaire des Panama Papers, avait à lui seul créé 210 000 entreprises dans 21 places financières dites offshore, autrement dit, des paradis fiscaux. Des millions de ces sociétés existent probablement à l'échelle de l'économie mondiale, la plupart d'ailleurs sur le territoire même des États-Unis (comme dans l'État du Delaware) ou de l'Union européenne.

Il est tout aussi facile pour les multinationales de jouer avec la façon dont sont pris en compte dans différents pays les amortissements, le coût des emprunts, l'imposition des dividendes ou les redevances dues au titre de la propriété intellectuelle, c'est-à-dire tout ce qui

est lié aux dépôts de brevets. La société Skype, fondée par un Suédois et un Danois, avait ainsi vendu sa technologie, qui laissait augurer d'immenses perspectives de profits, à une filiale irlandaise en 2004 pour 25 000 euros! Autant dire que le fisc n'en a rien perçu! Moins d'un an plus tard, Skype fut rachetée par eBay pour 2,6 milliards de dollars.

Quant aux « zones franches », dans lesquelles les capitalistes sont libérés de l'impôt, même si elles existaient déjà pour les marchands au Moyen Âge, elles prolifèrent depuis le milieu des années 1960 et on en compte aujourd'hui près de 2 000. À l'échelle mondiale, il s'en crée une chaque jour et il en existe déjà une centaine sur le territoire français. Les grandes industries, aussi bien que les géants du tertiaire (comme les centres d'appels) y prospèrent à l'abri notamment de toute TVA, de taxes foncières et donc d'impôts.

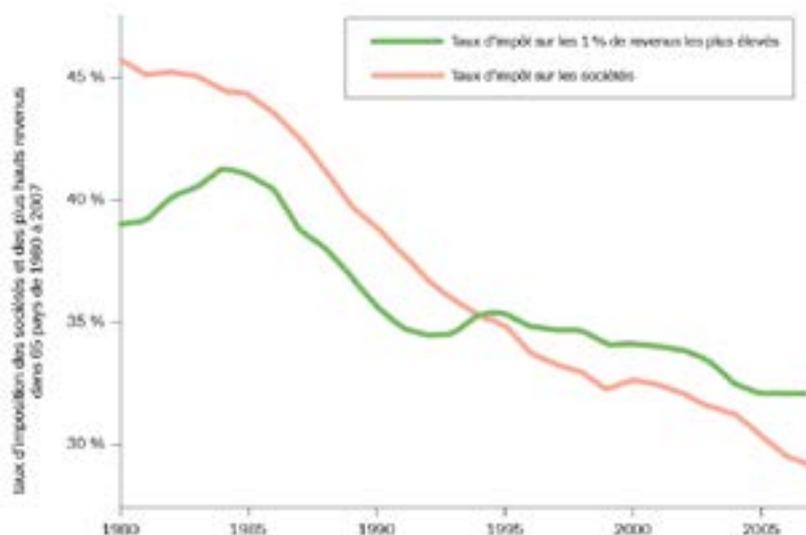
Il est d'ailleurs impossible de recenser l'ensemble des dispositifs par lesquels les plus grands groupes capitalistes parviennent à réduire leurs impôts, les « niches fiscales » existant dans tous les pays et l'imagination des représentants politiques de la bourgeoisie pour en créer de nouveaux étant sans limite.

**UNE OFFENSIVE ENGAGÉE
DEPUIS PLUSIEURS
DÉCENNIES
AVEC LE SOUTIEN
DES GOUVERNEMENTS
ET DES ÉTATS**

Depuis le milieu des années soixante-dix, la grande bourgeoisie a engagé une véritable guerre contre la classe ouvrière : pour restaurer et préserver ses profits. Elle a partout intensifié l'exploitation et remis en cause les petits progrès que des millions de travailleurs

des principales puissances impérialistes pouvaient considérer comme des acquis : en matière de conditions de travail, de droit du travail, de libertés syndicales, de systèmes de retraites... La crise financière de 2008 a encore intensifié cette offensive. Celle-ci est conduite en prélevant dans les budgets des États des sommes de plus en plus extravagantes, versées sous forme d'aides directes ou indirectes pour le compte du grand capital, tout en permettant à celui-ci d'échapper de plus en plus à l'impôt. L'enjeu n'est plus seulement d'alimenter au minimum les caisses des États, mais de les vider! Les conséquences de cette politique sont multiples pour les finances publiques, et par contrecoup pour les classes populaires, car ce sont les dépenses d'éducation, de formation, les investissements dans les transports publics, et surtout les hôpitaux qui ont été sacrifiés, comme l'illustre dramatiquement la situation dans laquelle ils se sont trouvés dès l'arrivée de l'épidémie du Covid-19.

Instauré en France en 1948 avec un taux de 24 %, l'impôt sur les bénéfices des sociétés s'était élevé par paliers pour atteindre 50 % en 1958, niveau proche des taux pratiqués alors dans la plupart des pays développés et auquel il se maintint durant un quart de siècle. Des faux frais sans commune mesure avec les profits que rapportait aux capitalistes la relance de la production à l'aide des fonds publics. Arrivée au pouvoir unie derrière Mitterrand, la gauche engagea un mouvement généralisé de baisse des impôts pesant sur le grand patronat. Dès 1985, ce taux était ramené à 45 %, puis 42 % l'année suivante. À l'automne 1991, la presse financière marquait ainsi sa stupéfaction de l'offrande que la gauche s'appropriait à faire au patronat en le baissant encore jusqu'à 33 % : « *Le coût de la baisse des taux de l'im-*



Un mouvement général de baisse de l'imposition de la bourgeoisie.



Depuis un quart de siècle, la baisse générale de l'impôt des sociétés.

pôt sur les sociétés est énorme » (Les Échos, 13 septembre 1991); « Cette mesure [...] est un cadeau fiscal aux entreprises, mais également à leurs actionnaires. » (La Tribune, 22 octobre 1991). S'y ajouta un taux réduit pour les PME.

Dans les faits, les impôts effectivement acquittés par les multinationales françaises, à commencer par la plus grande d'entre elles, Total, étaient encore plus faibles, voire nuls certaines années. Et cette politique de cadeaux s'est poursuivie sous tous les gouvernements, au point qu'aujourd'hui la part de l'impôt sur les sociétés dans les recettes fiscales de l'État français n'excède pas 13 %.

Et c'est sans compter les

sommes faramineuses qui en partent pour alimenter directement leurs caisses chaque année. Sans refaire la liste des innombrables dispositifs mis en place sous les présidences de Hollande et Macron, il faut signaler les dizaines de milliards d'aide qu'ont constitué les deux crédits d'impôts dont a bénéficié le grand patronat avec le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). De quoi ramener le taux effectif d'imposition des grandes sociétés de 17,8 % à 7,7 %³.

Cette baisse de l'impôt sur les sociétés, et par conséquent l'augmentation correspondante du manque à gagner pour les pouvoirs publics se sont pour-

suivies depuis deux décennies au niveau mondial. Et singulièrement depuis la crise financière de 2008 qui avait pourtant donné lieu à une dénonciation unanime de la « dictature de la finance », pour calmer les opinions publiques. L'Institut des politiques publiques (IPP) estimait en 2019 qu'entre 2000 et 2018, le taux moyen de cet impôt sur les sociétés (IS) avait « diminué de près du tiers, passant de 30 % à moins de 22 % » au sein de l'OCDE. Loin de relancer les investissements et les emplois, ces baisses massives n'ont fait qu'alimenter davantage la finance sous ses aspects les plus parasitaires et l'explosion des grandes fortunes.

Mais ce sont certainement les États-Unis, bien avant l'arrivée de Trump, qui sont allés le plus loin dans cette politique, imposant leur rythme à l'ensemble de l'économie capitaliste.

ÉTATS-UNIS : TRUMP POURSUIT L'ŒUVRE DE SES PRÉDÉCESSEURS

Dans les années 1930, pour sauver le capitalisme de la crise qu'il avait enfantée, et pour préparer la guerre qui en fut l'issue, les dirigeants américains instaurèrent des taux d'imposition qui passeraient presque pour confiscatoires mais qui n'empêchèrent pas la grande bourgeoisie de sortir de cette crise plus riche et plus forte. Ainsi, jusqu'en 1980, le taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu s'établissait en moyenne à 78 %, et il atteignit même 91 % entre 1951 et 1963. Quant au taux de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés, il oscilla entre 48 % et 52 % entre 1951 et 1978. En d'autres termes, pour chaque dollar de profit, cinquante centimes devaient aller dans les caisses de l'État.

Mais le rendement effectif de

3 Note de l'Institut des politiques publiques (IPP) citée par *Le Monde* du 11 mars 2019.

cet impôt était en réalité bien plus faible, la bourgeoisie américaine, n'en déplaise aux nostalgiques de cette période, parvenant à contourner dans une large mesure cette réglementation. Les bénéfices réalisés à l'étranger par les entreprises américaines n'étaient notamment taxés par l'administration fiscale américaine qu'au moment où ils étaient rapatriés aux États-Unis. S'ils l'étaient.

Un dispositif appelé Tax Shelter, l'abri fiscal, autorisait également les plus riches contribuables à déduire de leur revenu imposable les pertes de certaines entreprises. Celles-ci, n'étant pas des sociétés anonymes, n'étaient en outre pas assujetties à l'impôt sur les sociétés. Le filon fut largement exploité. La seule raison d'être d'une partie d'entre elles, sans aucune activité économique, était d'enregistrer des pertes tout aussi imaginaires, qui pouvaient ensuite être déduites des revenus de leurs propriétaires. D'autres, bien réelles, généraient des pertes en raison de dispositions spécifiques du code des impôts. Elles permettaient par exemple d'amortir de façon extravagante des investissements dans les secteurs pétrolier, gazier et immobilier, et d'afficher ainsi des pertes fictives.

En conséquence, le déficit du budget fédéral explosa. Preuve était faite aux yeux des porte-parole de la grande bourgeoisie que « trop d'impôts tue l'impôt », selon la formule célèbre d'un économiste. Cela servit d'argument à Reagan pour faire adopter, avec le vote quasi unanime du Sénat (97 voix contre 3) une baisse générale de l'impôt sur les sociétés qui fut ramené en 1986 à 28 % par le Tax Reform Act (loi de réforme fiscale).

Cela ne pouvait qu'aggraver les coupes dans les budgets sociaux, les profits des multi-

nationales américaines continuant à se placer à des taux rémunérateurs, et à l'abri du fisc, dans le reste du monde: de 1995 à 2017, alors que les profits explosaient, les recettes de l'impôt sur les sociétés chutèrent de 35 %. L'impôt sur les dividendes fut divisé par deux (passant de 39,6 à 20 %) et les recettes liées aux taxes sur les droits de succession s'effondrèrent.

Depuis les années 1950, le taux moyen d'imposition sur le capital avait chuté au fil des années de 20 points alors que la taxation du travail bondissait, elle, de dix points.

C'est cette politique que Trump, avec son cynisme coutumier, a poursuivie dès 2017 en adoptant une loi sur les réductions d'impôts et pour l'emploi (ou Tax Cuts and Jobs Act) en la qualifiant de plus grosse baisse d'impôt et de plus grande réforme de tous les temps. Elle a ramené le taux théorique de l'impôt sur les sociétés à 21 % et même à 10,5 % sur les bénéfices réalisés par leurs filiales à l'étranger. Cela ne faisait d'ailleurs qu'entériner une situation de fait: une étude réalisée au moment de son adoption montre que les 400 plus grandes entreprises américaines ne payaient plus qu'un taux effectif d'impôt de 11,3 % en 2018 et que 91 d'entre elles n'en avaient versé aucun⁴. L'année suivante, le produit de cet impôt chuta de 285 à 158 milliards de dollars, ne représentant plus que 1 % du revenu national, le plus bas niveau depuis la crise des années 1930.

Cette réforme fiscale a introduit par ailleurs une taxe libératoire de 15,5 % sur les profits accumulés à l'étranger par les entreprises multinationales américaines (estimés à plus de 2 500 milliards de dollars) qu'ils soient rapatriés ou non sur le territoire américain. Un geste déjà fait par George Bush en 2004, qui avait alors décidé

une amnistie permettant aux entreprises multinationales qui rapatrieraient leurs profits d'être soumises à un taux de 5,25 % au lieu des 35 % alors en vigueur. Cette décision s'était certes traduite par le rapatriement de 298,7 milliards de dollars de bénéfices. Mais 79 % de ceux-ci furent distribués aux actionnaires sous forme de rachats d'actions et 15 % sous forme de dividendes!

EXPROPRIER LA BOURGEOISIE : LE SEUL PROGRAMME À L'ORDRE DU JOUR

Pour la première fois depuis plus d'un siècle, le taux d'imposition des quatre cents premières fortunes des États-Unis est passé en dessous de celui des catégories modestes. 1 % parmi les plus aisés capte aujourd'hui 20 % du revenu national (contre 10 % en 1980), presque deux fois plus que ce qui revient à la moitié de la population américaine. Comme l'écrivait Victor Hugo dans son roman *L'Homme qui rit*: « C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. » Et sans payer d'impôt ou presque. Face à Trump, se disant « plus malin » pour n'avoir rien acquitté au fisc, Warren Buffet, avec ses 65,3 milliards de fortune personnelle, se vanta en 2016 d'avoir, lui, réglé ses impôts. Mais s'il avait bien versé cette année-là 1,8 million de dollars au fisc, cela ne représentait qu'un taux effectif de 0,056 % sur ses revenus de l'année s'élevant à 3,2 milliards!

À l'échelle de l'économie mondiale, c'est un gigantesque transfert qui s'est opéré ces dernières décennies en faveur du grand capital, transformant en partie la nature même des entreprises, ou du moins parachevant leur évolution et leur fusion avec le capital fi-

4 Rapport du think tank Taxation and Economic Policy (ITEP), cité par le *Washington Post* du 18 décembre 2019.

Le travailleur, l'impôt et le fainéant



nancier. Face à cette dictature permanente de la bourgeoisie, combien dérisoires sont les propositions des économistes bourgeois et des politiciens auxquels ils servent souvent de plume, de « taxer les riches » ou d'œuvrer pour une « démocratie fiscale ». Dénoncer les inégalités, les privilèges et les injustices est certes louable. Mais si l'on ne combat pas les mécanismes mêmes de l'exploitation et la propriété des moyens de production, ce sont au mieux des phrases creuses, au pire un moyen de détourner les classes populaires de leur véritable ennemi: la grande bourgeoisie et le système capitaliste tout entier.

Au vu de l'effondrement généralisé de l'économie capitaliste, comme sont ridicules les efforts de ceux qui prétendent imposer un « taux d'imposition

minimum », qui plus est de 12,5 % (proposition actuelle de l'OCDE) ou, comme l'Union européenne, un « code de bonne conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises » ou encore un « paquet sur la lutte contre l'évasion fiscale ». En 2019, l'ONG Oxfam, dont les rapports font régulièrement état de l'enrichissement révoltant d'une infime fraction de la grande bourgeoisie, s'en remet à une prière aux gouvernements, les implorant de « s'assurer que les entreprises et les plus riches paient leur part d'impôts ». Quant à la taxe dite Gafa décidée par la France et quelques autres pays, aussi dérisoire qu'elle ait pu être, elle a été rapidement jetée aux oubliettes.

Le rôle des révolutionnaires est aujourd'hui plus que jamais de combattre ces illu-

sions et ceux qui les portent et de mettre à l'ordre du jour le renversement de l'ordre social tout entier. Dans *Le marxisme et notre époque* (1939), Trotsky écrivait : « Des réformes partielles et des rafistolages ne serviront à rien. Le développement historique est arrivé à l'une de ces étapes décisives où, seule, l'intervention directe des masses est capable de balayer les obstacles réactionnaires et de poser les fondements d'un nouveau régime. L'abolition de la propriété privée des moyens de production est la condition première d'une économie planifiée, c'est-à-dire de l'intervention de la raison dans le domaine des relations humaines, d'abord à l'échelle nationale, puis, par la suite, à l'échelle mondiale. » Sa conclusion garde toute son actualité.

28 mars 2020

Annexe

Les élections municipales

Le premier tour des élections municipales, qui se sont tenues le 15 mars dernier, semble aujourd'hui bien loin. Nous publions cependant ci-dessous, pour mémoire, le communiqué diffusé par Lutte ouvrière, et les résultats de nos listes dans ces élections.

1^{er} avril 2020

Après le premier tour des élections municipales

Communiqué de Lutte ouvrière – 15 mars 2020

En votant pour les listes Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs, présentes dans 240 villes, les électrices et les électeurs du monde du travail ont pu exprimer leur rejet des partis au gouvernement et leur refus des partis d'opposition qui convoitent leur place.

Les uns comme les autres ont en commun de préserver l'ordre social, fait pour enrichir toujours plus ceux qui sont déjà riches de l'exploitation de leurs salariés et pour pousser vers la pauvreté ceux qui ne possèdent rien sauf leur capacité de travail. Lorsqu'ils sont à la tête de l'État, les uns comme les autres gouvernent au profit de la classe privilégiée.

Le vote des électeurs de Lutte ouvrière est un geste politique important pour l'avenir. Il témoigne de la présence, dans un certain nombre de villes, d'un courant politique qui conteste la dictature du grand capital et qui est convaincu qu'il est nécessaire de la renverser.

Ce courant reste modeste, mais sa présence est un gage pour la renaissance d'un mouvement ouvrier révolutionnaire.

Le seul moyen d'empêcher le capitalisme en crise d'entraîner toute la société dans sa faillite est que renaisse le mouvement ouvrier révolutionnaire, pour combattre jusqu'au bout le pouvoir de la grande bourgeoisie et de son État. La société ne peut pas éviter la plongée dans la barbarie en continuant à être guidée par la course au profit des plus riches, qui s'oppose aux intérêts les plus élémentaires de la collectivité.

L'épidémie de coronavirus elle-même, que les hommes finiront par maîtriser, met en lumière les ravages de l'organisation capitaliste de la société. En France comme dans de nombreux pays, la course à la rentabilité et aux économies affaiblit depuis de longues années le système hospitalier au point de l'asphyxier. Il est de moins en moins à même de faire face à ses tâches ordinaires et, à plus forte raison, à l'imprévu.

Le gouvernement réduit aujourd'hui les activités sociales et éducatives. Mais, dans l'industrie, par exemple dans l'automobile, les chaînes de production continuent de tourner, au mépris de la santé des sala-

riés qui prennent les transports et sont regroupés, parfois à plusieurs milliers, pour le profit de Renault, PSA ou Toyota. On manque de masques, de gel hydroalcoolique, de respirateurs, mais il faut produire des voitures! Ce mépris de classe provoquera peut-être l'explosion sociale.

La crise boursière découlant de l'agitation spéculative des groupes financiers est une menace plus grave encore que le coronavirus. Elle est l'expression de la faillite du système économique et social actuel.

La renaissance d'un mouvement ouvrier révolutionnaire, indispensable pour combattre et vaincre la dictature du capital, n'est pas une affaire électorale. Elle exige l'irruption des exploités sur la scène politique.

Lutte ouvrière fait appel à tous ceux qui se sont reconnus dans la politique qu'elle a défendue, pour qu'ils apportent leur contribution à ce que le camp des travailleurs se donne un parti qui représente ses intérêts de classe et qui se donne pour but l'émancipation de la société.

Le 15 mars 2020

Les résultats de Lutte ouvrière

Au premier tour des élections municipales, le 15 mars, Lutte ouvrière présentait 260 listes dans 240 communes différentes. Ces listes intitulées « Faire entendre le camp des travailleurs » obtiennent au total 46 118 voix, soit 1,49 % des suffrages exprimés. 16 conseillers municipaux de Lutte ouvrière ont été élus. On trouvera également ci-dessous les résultats de l'organisation trotskyste antillaise Combat ouvrier, dans deux communes de Guadeloupe et une de Martinique.

Région	Département	Commune	Voix	%	Élus	
Auvergne-Rhône-Alpes	Ain	Ambérieu-en-Bugey	119	4,30		
		Bourg-en-Bresse	181	2,26		
	Allier	Montluçon	141	1,72		
		Moulins	125	2,56		
	Ardèche	Annonay	84	2,45		
	Drôme	Valence	196	1,42		
	Isère	Échirolles	123	1,74		
		Grenoble	429	1,19		
		Rives	41	2,41		
		Saint-Martin-le-Vinoux	82	6,18		
		Vif	99	3,65		
	Loire	Villefontaine	109	3,47		
		Saint-Chamond	126	1,77		
	Puy-de-Dôme	Saint-Étienne	294	1,06		
		Clermont-Ferrand	362	1,60		
	Rhône	Rhône	Oullins	164	2,75	
			Saint-Fons	84	3,51	
			Vaulx-en-Velin	139	2,34	
			Vénissieux	140	1,71	
			Villeurbanne	363	1,47	
			Saint-Priest	185	2,13	
			Lyon 1 ^{er}	57	0,73	
			Lyon 4 ^e	77	0,76	
			Lyon 5 ^e	112	1,06	
			Lyon 7 ^e	212	1,36	
	Lyon 8 ^e	192	1,59			
	Lyon 9 ^e	112	1,31			
Savoie	Chambéry	139	1,13			
Haute-Savoie	Anancy	390	1,36			
	Évian-les-Bains	93	4,24			
Bourgogne-Franche-Comté	Côte-d'Or	Chenôve	96	3,50		
		Dijon	349	1,20		
		Montbard	45	2,82		
		Quetigny	53	2,08		
		Talant	112	3,93		
	Doubs	Audincourt	125	4,80		
		Besançon	307	1,22		
		Grand-Charmont	137	12,51	1	
		Héricourt	62	7,07	1	
		Montbéliard	198	4,19		
		Valentigney	105	4,44		
	Jura	Dole	181	3,16		
		Lons-le-Saunier	69	1,52		
	Nièvre	Nevers	144	1,84		
	Haute-Saône	Héricourt	87	2,82		
		Vesoul	86	2,29		
	Saône-et-Loire	Autun	176	4,13		

Région	Département	Commune	Voix	%	Élus
Bourgogne-Franche-Comté	Saône-et-Loire	Chalon-sur-Saône	235	2,48	
		Le Creusot	161	2,99	
		Mâcon	94	1,60	
	Yonne	Montceau-les-Mines	75	1,95	
		Auxerre	199	2,50	
	Territoire de Belfort	Avallon	73	3,88	
		Sens	81	1,50	
Bretagne	Côtes-d'Armor	Belfort	157	1,86	
		Lannion	267	5,04	
		Ploufragan	260	8,37	1
	Finistère	Saint-Brieuc	201	1,94	
		Brest	219	0,71	
	Ille-et-Vilaine	Acigné	355	19,77	2
		Fougères	118	2,38	
		Rennes	480	1,06	
		Saint-Jacques-de-la-Lande	212	8,45	1
	Morbihan	Lanester	147	2,36	
Centre-Val de Loire	Cher	Bourges	246	1,75	
		Vierzon	300	4,19	
	Eure-et-Loir	Chartres	199	2,32	
		Dreux	62	1,03	
	Indre	Lucé	87	2,82	
		Châteauroux	116	1,02	
	Indre-et-Loire	Issoudun	156	4,70	
		Joué-lès-Tours	227	2,33	
	Indre-et-Loire	Saint-Pierre-des-Corps	85	2,11	
		Tours	269	1,06	
	Loir-et-Cher	Blois	177	1,68	
	Loiret	Fleury-les-Aubrais	112	2,53	
		Montargis	90	3,46	
Orléans		354	1,60		
Grand Est	Ardennes	Charleville-Mézières	222	2,46	
		Sedan	111	3,23	
	Aube	Troyes	214	2,42	
		Épernay	112	2,76	
	Marne	Reims	406	1,37	
		Vitry-le-François	60	2,10	
	Haute-Marne	Chaumont	279	6,60	1
	Meurthe-et-Moselle	Frouard	75	4,31	
		Nancy	165	0,90	
	Meurthe-et-Moselle	Vandoeuvres-lès-Nancy	112	2,25	
	Moselle	Metz	245	1,14	
		Sarreguemines	102	2,17	
Moselle	Thionville	132	1,48		

Région	Département	Commune	Voix	%	Élus	
Grand Est	Bas-Rhin	Schiltigheim	111	1,94		
		Strasbourg	124	0,40		
	Haut-Rhin	Colmar	155	1,10		
		Ensisheim	108	8,01	1	
Hauts-de-France	Aisne	Château-Thierry	52	1,48		
		Laon	100	2,04		
		Saint-Quentin	144	1,38		
	Nord	Villeneuve-d'Ascq	143	1,16		
		Bruay-sur-l'Escaut	90	2,73		
		Denain	124	2,24		
		Dunkerque	627	2,82		
		Fourmies	98	2,61		
	Hauts-de-France	Nord	Lille	312	0,79	
			Maubeuge	176	2,56	
Onnaing			33	1,30		
Orchies			93	3,66		
Roubaix			97	0,96		
Saint-Saulve			177	6,87	1	
Sin-le-Noble			168	5,08		
Tourcoing			259	1,64		
Wattrelos			390	4,92		
Oise		Beauvais	239	2,01		
		Clermont	135	5,84		
		Compiègne	326	3,59		
		Creil	75	1,28		
		Margny-lès-Compiègne	120	6,30		
Pas-de-Calais		Arras	113	1,25		
		Calais	194	1,04		
		Lens	92	1,29		
	Liévin	117	1,62			
	Sailly-Labourse	46	5,42			
Somme	Abbeville	112	1,58			
	Amiens	279	1,23			
Île-de-France	Ville de Paris	Paris 1 ^{er} à 4 ^e	130	0,44		
		Paris 5 ^e	79	0,45		
		Paris 6 ^e	38	0,33		
		Paris 9 ^e	87	0,48		
		Paris 10 ^e	193	0,79		
		Paris 11 ^e	275	0,69		
		Paris 12 ^e	295	0,75		
		Paris 13 ^e	432	0,99		
		Paris 14 ^e	234	0,63		
		Paris 15 ^e	260	0,43		
		Paris 17 ^e	197	0,47		
		Paris 18 ^e	273	0,63		
		Paris 19 ^e	342	0,91		
		Paris 20 ^e	430	0,97		
		Seine-et-Marne	Champs-sur-Marne	86	1,76	
			Chelles	89	0,76	
			Lognes	104	4,78	
	Melun		140	2,99		
	Montereau-Fault-Yonne		62	1,31		
	Yvelines	Aubergenville	170	6,12	1	
		Carrières-sous-Poissy	112	2,92		
		Les Clayes-sous-Bois	113	2,45		

Région	Département	Commune	Voix	%	Élus
Île-de-France	Essonne	Conflans-Sainte-Honorine	121	1,41	
		Mantes-la-Jolie	310	5,47	1
		Les Mureaux	122	2,20	
		Poissy	293	3,27	
		Trappes	132	3,02	
		Corbeil-Essonnes	173	2,53	
		Draveil	182	2,46	
		Massy	259	2,52	
		Sainte-Geneviève-des-Bois	359	4,74	
		Vigneux-sur-Seine	139	2,51	
		Les Ulis	151	3,30	
		Hauts-de-Seine	Bagneux	124	1,69
	Clamart		164	1,06	
	Clichy		163	1,35	
	Colombes		339	1,73	
	Gennevilliers		166	1,94	
	Malakoff		215	2,91	
	Nanterre		236	1,47	
	Aubervilliers		118	1,27	
	Seine-Saint-Denis	Aulnay-sous-Bois	302	2,14	
		Bagnole	86	1,28	
		Le Blanc-Mesnil	207	2,07	
		Bobigny	117	1,53	
		Clichy-sous-Bois	83	1,99	
		La Courneuve	138	3,49	
		Drancy	218	2,03	
		L'Île-Saint-Denis	68	3,73	
		Les Lilas	96	1,77	
		Livry-Gargan	174	2,56	
	Val-de-Marne	Montreuil	249	1,29	
Noisy-le-Sec		97	1,31		
Pantin		271	3,05		
Le Pré-Saint-Gervais		95	2,64		
Romainville		150	3,00		
Saint-Denis		191	1,40		
Saint-Ouen-sur-Seine		121	1,10		
Villepinte		68	1,18		
Alfortville		249	2,91		
Arcueil		143	3,30		
Choisy-le-Roi	131	1,72			
Créteil	155	1,21			
Fontenay-sous-Bois	205	1,65			
Ivry-sur-Seine	157	1,37			
Le Kremlin-Bicêtre	68	1,27			
Maisons-Alfort	229	1,62			
Orly	76	1,94			
Thiais	151	2,66			
Villejuif	160	1,47			
Villeneuve-Saint-Georges	51	1,15			
Vitry-sur-Seine	216	1,85			

Les résultats de Lutte ouvrière

Région	Département	Commune	Voix	%	Élus
Île-de-France	Val-d'Oise	Argenteuil	318	1,91	
		Bezons	139	2,64	
		Cergy	119	1,18	
		Eaubonne	163	2,78	
		Ermont	142	2,43	
		Herblay	147	2,11	
		Jouy-le-Moutier	75	1,68	
		Louvres	87	4,13	
Normandie	Calvados	Caen	233	1,12	
		Falaise	182	7,80	
	Eure	Évreux	148	1,56	
		Verneuil d'Avre et d'Iton	104	4,97	
		Vernon	153	2,70	
	Orne	Rives d'Andaine	110	11,29	1
		Flers	211	5,76	1
	Seine-Maritime	Dieppe	122	1,34	
		Le Havre	281	0,69	
		Oissel	169	7,18	1
Rouen		143	0,69		
Notre-Dame-de-Bondeville		170	2,40		
Nouvelle-Aquitaine	Charente	Angoulême	185	2,27	
	Charente-Maritime	Rochefort	202	3,14	
		La Rochelle	236	1,22	
	Gironde	Bègles	182	2,62	
		Bordeaux	249	0,45	
		Langon	204	10,60	1
		Libourne	248	3,67	
	Pyrénées-Atlantiques	Mérignac	111	0,71	
		Pau	355	2,25	
	Vienne	Saint-Jean-de-Luz	133	2,50	
		Châtelleraut	230	3,11	
	Haute-Vienne	Poitiers	171	1,11	
Limoges		531	1,99		

Région	Département	Commune	Voix	%	Élus
Occitanie	Gard	Alès	174	2,05	
		Alfortville	105	3,69	
	Haute-Garonne	Colomiers	195	2,13	
		Cugnaux	61	1,29	
		Muret	110	1,81	
		Ramonville-Saint-Agne	110	2,93	
		Toulouse	407	0,46	
		Toulouse	407	0,46	
	Hérault	Montpellier	215	0,41	
		Sète	93	0,60	
	Hautes-Pyrénées	Tarbes	116	1,21	
	Pyrénées-Orientales	Perpignan	197	0,76	
Tarn-et-Garonne	Montauban	268	1,63		
Pays de la Loire	Loire-Atlantique	Nantes	442	0,61	
		Saint-Nazaire	372	2,20	
	Maine-et-Loire	Angers	419	1,40	
		Cholet	287	2,14	
		Les Ponts-de-Cé	304	10,33	1
		Trélazé	185	5,09	
	Mayenne	Laval	178	1,59	
	Sarthe	Le Grand-Lucé	35	5,28	
		Le Mans	217	0,68	
	Vendée	La Roche-sur-Yon	194	1,34	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	Carros	88	2,21	
		Nice	394	0,66	
	Bouches-du-Rhône	Arles	89	0,52	
		Marseille 2 ^e	103	1,10	
		Marseille 7 ^e	166	0,72	
	Var	Marseille 8 ^e	125	0,99	
Toulon		274	0,87		
La Réunion	La Réunion	Saint-Benoît	301	2,37	

Résultats de Combat ouvrier				
Guadeloupe	Capesterre-Belle-Eau		431	6,40 %
Guadeloupe	Les Abymes		237	1,41 %
Martinique	Fort-De-France		215	1,49 %

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences:

Venezuela, Bolivie, Chili... L'Amérique latine dans la crise (n° 162, 10 janvier 2020)

Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales (n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser (n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes (n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital (n° 157, 17 novembre 2018)

80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (N° 156, 19 octobre 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national: www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019. 1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968. 544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Le grand flot

de Daniel Hénard

Prix public: 15 € TTC

Negroes with guns de

Robert F. Williams

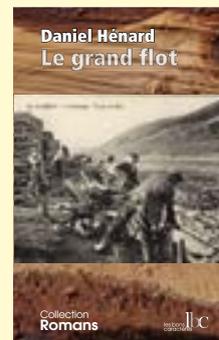
Dans l'atelier du monde

d'Alan Grey

La catastrophe imminente

et les moyens de la conjurer de V. I. Lénine

Les Compagnons de la Charte, de G. Trease



AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Adresse: BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA http://www.vozobrera.org



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 http://www.the-spark.net



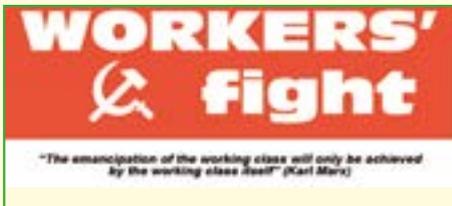
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



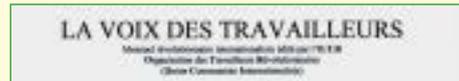
Trimestriel publié par Workers'Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA Abonnement 1 an: 12 € http://www.linernazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX http://www.sinifmucadelesi.net